



# **Rapport consolidé**

**sur l'état d'avancement des projets de stabilisation  
financés par le**

## **Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)**

**Cellule Suivi et Évaluation (S&E)  
du Secrétariat Technique de l'ISSSS**

**Goma, Mai 2019**

**RAPPORT NO. 5 – (JUILLET - DECEMBRE 2018)**  
**SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ISSSS**

## Liste des acronymes utilisés

<b>AFM</b>	<b>Administrateurs des Foyers Miniers</b>
<b>AGR</b>	Activités Génératrice de Revenu
<b>AVEC</b>	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
<b>CCC</b>	communication pour le changement de comportement
<b>CDM</b>	Cadres de Dialogue et de Médiation
<b>CFI</b>	Commission Foncière de l'Ituri
<b>CLSP</b>	Conseils locaux pour la sécurité de proximité
<b>CM</b>	Comité Mixte des agri-éleveurs
<b>ETD</b>	Entités Territoriales Décentralisées
<b>FARDC</b>	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
<b>FCS</b>	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
<b>GEL</b>	Guichet d'Économie Locale
<b>GPPM</b>	Groupe de plaidoyer pour la Paix à Masisi
<b>HHI</b>	<i>Harvard Humanitarian Initiative</i>
<b>HIMO</b>	Haute intensité de main d'oeuvre
<b>ISSSS</b>	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation en République Démocratique du Congo ( <i>International Stabilization and Security Support Strategy</i> )
<b>MDTF</b>	<i>Multi-Partner Trust Fund Office</i>
<b>MONUSCO</b>	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
<b>MUSO</b>	mutuelles de solidarité
<b>O/DSRSG/RC/HC</b>	Office of the Deputy Special Representative of the Secretary General
<b>ONU / NU</b>	Organisation des Nations Unies / Nations Unies
<b>PCFP</b>	Planification Communautaire Foncière Participative
<b>PMO</b>	Partenaire(s) de Mise en Œuvre
<b>PNC</b>	Police Nationale Congolaise
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>RRR</b>	Retour, réintégration et relance socioéconomique
<b>S&amp;E</b>	Suivi et Évaluation
<b>SFCG</b>	<i>Search For Common Ground</i>
<b>SSR</b>	Réforme du secteur de la sécurité (Security Sector Reform)
<b>ST-ISSSS</b>	Secrétariat Technique de l'ISSSS
<b>UAS</b>	Unité d'appui à la stabilisation
<b>UCS</b>	Unité Communautaire de Sensibilisation
<b>VSBG</b>	Violence sexuelle et basée sur le genre / Violence Sexuelle
<b>ZP</b>	Zone Prioritaire

## Table des Matières

Liste des acronymes utilisés.....	2
1 Introduction .....	4
2 Principales réalisations au cours de la période de rapportage.....	5
2.1 Réalisations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation .....	5
2.2 Réalisations des projets FCS.....	6
2.2.1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique .....	6
2.2.2 Piliers 2 à 5 .....	8
3 Principaux défis et risques .....	15
3.1 Défis pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation .....	15
3.2 Principaux défis et risques programmatiques FCS.....	15
4 Complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les interventions alignées .....	18
5 Progrès vers les résultats de l'ISSSS liés aux activités financées par le FCS.....	19
6 Recommandations pertinentes en matière de politiques et de programmes .....	37

# 1 Introduction

Dans le rapport qui suit, le Secrétariat Technique (ST) de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS) en République Démocratique du Congo (RDC) présente les progrès accomplis par les projets des partenaires de mise en œuvre (PMO) et du ST, grâce au financement du Fond de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) pour la période allant de Juillet à Décembre 2018.

L'objectif de ce rapport est de fournir aux parties prenantes du FCS<sup>1</sup>:

- un aperçu de la progression opérationnelle et programmatique réalisée par les projets et le FCS de façon globale ;
- une présentation des données de suivi contribuant aux résultats de l'ISSSS ;
- un résumé des défis identifiés par les projets ; et
- des recommandations - spécifiquement aux membres des Conseils d'Administration National et Provincial (CAN et CAP) - afin d'améliorer la mise en œuvre des projets et des activités contribuant à la stabilisation à l'Est de la RDC.

Le rapport est divisé en six chapitres, dont le premier fait office d'introduction et de mise en contexte. Le Chapitre 2 présente les principales réalisations et les principaux progrès accomplis par le FCS (opérationnel) et par les projets des PMO (activités). Ce chapitre est structuré par pilier de l'ISSSS, par zone prioritaire de mise en œuvre, et par thématique. Le Chapitre 3 illustre les défis soulevés par le FCS et les PMO, et les risques engendrés, qui peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre. Le Chapitre 4 note la complémentarité entre les projets FCS et les projets alignés (financés bilatéralement). Le Chapitre 5 présente certaines tendances sélectionnées parmi les données de l'ISSSS pour examiner si et comment les changements observés peuvent indiquer une progression vers les résultats de l'ISSSS. Ce chapitre est organisé par thèmes récurrents entre les différentes zones prioritaires et non pas par pilier ISSSS. Les données pour ce chapitre proviennent des données de suivi des projets, mais aussi des données d'Harvard Humanitarian Initiative (HHI). Enfin, le chapitre 6 propose des recommandations et des points d'action, pour gérer au mieux certains problèmes ou risques identifiés et améliorer la mise en œuvre des projets FCS.

Les interprétations et conclusions dans ce rapport proviennent des données des rapports semestriels de projets FCS qui couvrent la période de Juillet à Décembre 2018, des réflexions du ST - qui inclut l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS), et le Programme National de Stabilisation et Reconstruction (STAREC) -, des données d'HHI pour la même période, et des ateliers menés par la Cellule de Suivi et Évaluation (S&E) en collaboration avec les Secrétariats Techniques Provinciaux (STP) au Nord-Kivu (Goma), au Sud-Kivu (Bukavu) et en Ituri (Bunia) entre Février et Mars 2019. Ces ateliers ont facilité la collaboration entre les représentants des PMO de l'ISSSS, les représentants des bureaux provinciaux du STAREC et du personnel des STP, pour discuter ensemble de certaines tendances identifiées dans les données de suivi.

---

<sup>1</sup> En particulier les membres des Conseils d'Administration National et Provincial (CAN et CAP), gérants du FCS

## 2 Principales réalisations au cours de la période de rapportage

### 2.1 Réalisations du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Cette première partie du chapitre 2 présente les réalisations accomplies par le FCS au niveau opérationnel entre Juillet et Décembre 2018. Les données proviennent du Pilier 0 du cadre logique de l'ISSSS sur le système de gestion de la stratégie de stabilisation, et en particulier sur la confiance des parties prenantes, l'intégration entre l'ISSSS et le système des Nations Unies, l'appui du Gouvernement de la RDC et des bailleurs, et la performance des PMO. Les succès identifiés ci-dessous proviennent également de discussions entre la cellule S&E de l'ISSSS, l'UAS, et les STAREC nationaux et provinciaux. Pendant la période de rapportage, les principales réalisations du FCS peuvent être résumées par les activités suivantes :

**Coordination et Partage d'Information** : Les systèmes de coordination et de partage d'information dont fait partie le FCS sont nombreux, et ils visent à contribuer à accroître l'engagement envers l'agenda de stabilisation, le soutien politique et la redevabilité des PMO. Pendant la période de rapportage, les principaux résultats incluent :

- Une réunion du CAN a eu lieu en Novembre 2018.
- Chaque mois, des réunions de coordination ont eu lieu entre le FCS et l'Agent de Gestion (PNUD), pour soutenir l'efficacité des activités du Fonds de mise en œuvre par les PNUNO (Organisations non-Nations Unies Participantes, *Participating Non-UN Organizations*).
- Des discussions régulières ont été organisées avec l'O/DSRSG/RC/HC (*Office of the Deputy Special Representative of the Secretary General*), le PNUD et le Bureau MDTF (*Multi-Partner Trust Fund Office*) sur les opportunités identifiées pour utiliser le FCS comme véhicule de cohérence programmatique et financière en RDC.
- Pendant la période de rapportage, 3 réunions du CAP ont eu lieu (un au Nord-Kivu et deux au Sud-Kivu) pour partager une vision d'ensemble de la mise en œuvre des projets FCS et aussi pour assurer l'engagement politique de toutes les parties prenantes dans le processus de stabilisation. Dans le cas du Nord-Kivu, le CAP a approuvé au cours du deuxième semestre une deuxième phase du programme de dialogue démocratique pour 18 mois ainsi que l'acte d'engagement politique provinciale (COMPACT) provincial. A partir de Novembre 2018 toutes les trois provinces ISSSS ont un COMPACT.

Au cours du deuxième semestre 2018, les divers mécanismes de coordination réguliers de l'ISSSS ont été mobilisés 76 fois (CAN, CAP, UAS-STAREC, FCS, groupes de travail, etc.).

La collecte sur le niveau de satisfaction des participants des mécanismes de coordination a continué au cours du deuxième semestre, 67% des répondants ont déclaré être satisfaits des résultats des mécanismes de coordination. Il faut cependant préciser que les données de suivi sur la satisfaction des participants sont encore limitées pour la période de rapportage.

**Soutien aux Secrétariats Techniques Provinciaux et partenaires de mise en œuvre** : La Cellule FCS du ST a fourni des formations sur le formulaire FACE aux PMO. Le ST a apporté un soutien technique particulier aux PMO pour le développement de la deuxième phase du programme de dialogue démocratique de Kitshanga (Alerte Internationale et son consortium). Le projet fut approuvé en Novembre 2018 et commencera sa mise en œuvre en Janvier 2019.

**Contributions financières** : La valeur totale des contributions des bailleurs au FCS ont augmentées de 5,758,077 d'USD à 46,79 millions d'USD. 88% de ces fonds sont alloués à la mise en œuvre des projets et à la gestion du Fonds.

Lors du CAN de Novembre 2018, un montant maximum de 3.736.000 USD fut alloué à la province de l'Ituri pour le processus de réintégration des éléments FRPI<sup>2</sup>. Le CAN a également approuvé les budgets d'appui aux cellules FCS et de suivi et évaluation du Secrétariat Technique de l'ISSSS.

Notons qu'une évaluation externe du FCS fut conduite à la fin de 2018, les résultats de cette évaluation aidera les bailleurs à mieux planifier leurs futures contributions au FCS.

**Opérationnel** : Composition Equipe S&E 2019 approuvée par le CAN. A partir de 2019, la cellule de Suivi et Evaluation (S&E) sera composée de deux postes basés au quartier général de l'UAS (un gestionnaire de base de données et un officier de suivi et évaluation) ainsi que de trois officiers de suivi et évaluation provinciaux, chacun placés directement dans les bureaux provinciaux de l'UAS.

## 2.2 Réalisations des projets FCS

Cette partie sur les principales réalisations des projets financés par le FCS entre Juillet à Décembre 2018 est structurée par pilier de l'ISSSS. Toutes les données pour ce chapitre proviennent des rapports semestriels des PMO couvrant la période Juillet à Décembre 2018. Cette partie 2.2 se focalise sur les **activités** menées par les projets, tandis que les résultats sont présentés plus loin, dans le chapitre 5 sur les tendances. Le tableau qui suit présente un aperçu des principaux succès obtenus par les projets FCS pendant la période de rapportage.

Tableau 1 : Succès des projets FCS entre Juillet et Décembre 2018.

Les activités de **dialogue démocratique** continuent à contribuer à une amélioration de la situation sécuritaire et au processus de stabilisation, au Sud-Irumu (Ituri), le plan d'action pour démobiliser le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) continue à être mise en œuvre, à Kitshanga (Nord Kivu), les partenaires de l'ISSSS ont travaillé au niveau provincial et national afin de solliciter les décideurs communautaires hautement placés dans les institutions politiques afin d'adresser le défis lié à l'accès à la terre et à la sécurité identifiés par les communautés et leurs autorités locales lors des tables rondes organisées dans les chefferies des Bashali et des Bwito. Au Sud Kivu, le programme de Kalehe a facilité l'organisation d'un forum interprovincial sur la « persistance des groupes armés » au Sud Kivu et Nord Kivu au cours duquel les causes de la persistance des groupes armés ont été identifiées, analysées et validées et des recommandations pour y faire face ont été établies. Une feuille de route ainsi qu'un cadre interprovincial de suivi de la mise en œuvre des recommandations du forum ont été mise en place.

Les activités de **Retour, Réintégration et Relance Socioéconomique (RRR)** sont nombreuses dans les trois Provinces (Kitshanga (Nord Kivu), Sud-Irumu (Ituri) et Kalehe (Sud Kivu)). Principalement la mise en œuvre d'activités génératrice de revenue (AGR) permettant l'autonomie financière des bénéficiaires (qui ont atteint à la fin de 2018 plus de 1 729 jeunes (736 jeunes femmes et 993 jeunes hommes)) et de groupes d'épargne et crédit. Les différentes activités RRR contribuent à la cohésion sociale, impliquant différents membres de la communauté, y compris les jeunes à risques et les ex-combattants.

Les activités portant sur **l'accès à la terre** ont permis l'accès de plus de 1420 ménages à la terre pour la saison culturale de septembre 2018 à Kitshanga.

### 2.2.1 Pilier 1 - Dialogue Démocratique

Le processus de dialogue démocratique et l'engagement avec toutes les parties prenantes sont nécessaires pour créer une vision collective et des solutions concrètes pour la **transformation de conflits**, approuvée par les communautés et par les autorités locales, provinciales et nationales.

---

<sup>2</sup> Soumis à cinq conditions 1) Mis à disposition par le Gouvernement de la RDC de la première tranche de fonds destinés à ce processus 2) Cessation de toute violation des droits de l'Homme par les éléments FRPI 3) Exclusion des actes de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide d'une éventuelle loi d'amnistie si votée 4) Signature d'un accord par les deux parties avant le mois de mai 2019 qui respecte le droit international 5) Approbation par le CAP Ituri des documents de programme

Pendant la période de rapportage (Juillet à Décembre 2018), les activités de dialogue démocratique ont continué d’engager **avec les acteurs à tous les niveaux** et ont consolidées les avancés de la période de rapportage précédente. Notamment la mise en œuvre du plan d’action pour la neutralisation du FRPI, les plans d’action de Bashali et Bwito et le forum interprovincial sur la « persistance des groupes armés » au Sud Kivu et Nord Kivu.

Les activités de dialogue démocratique interagissent et influencent les autres piliers de l’ISSSS. En termes de sécurité (pilier 2), on rapporte dans le Bwito que les structures de dialogue démocratique (NPRC) ont permis un accompagnement efficace des communautés dans la réalisation d’analyse de contexte et de conflits approfondies, permettant aux membres des communautés d’identifier les coupables quand les tensions sont en hausse, orientant progressivement les communautés vers un abandon de la généralisation et l’accusation entres communautés. Dans le village de Bwalanda par exemple, une maison fut brulée, ceci a exacerbé les tensions entre les communautés Nande et Hunde. Les membres des structures NPRC et du Cadre d’échange de Bwito ont impliquée la police et l’armée afin qu’une enquête soit faite, elle a révélé que la maison fut brulée par des présumés mai-mai et a par conséquence apaisée les tensions entre les deux communautés.

Dans le premier pilier, une attention particulière est accordée à la **mise en œuvre des résultats des processus de dialogue**. Lors de la période de rapportage, un plan d’action supplémentaire a été établi pour le Bwito suite à la table ronde organisée dans la chefferie. L’élaboration de ce plan d’action reprend la méthodologie utilisée dans le Bashali par le même consortium. En effet la table ronde a revue tous les accords de paix dans la zone entre 2013 et 2017, juger l’état de mise en œuvre de leurs recommandations, et revu l’analyse des conflits. Le résultat inclut des engagements confirmés et un plan d’action précis pour collaborer avec les autorités et les leaders à plusieurs niveaux. Les conclusions de la table ronde ont été ratifiées par les chefs coutumiers dans la communauté, par la société civile, ainsi que par les autorités locales et le Vice-Gouverneur.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets financés par le FCS en matière de dialogue démocratique :

Tableau 2 : Progrès réalisés par les projets FCS en matière de dialogue démocratique (Pilier 1 de l’ISSSS), Juillet-Décembre 2018

Zone Prioritaire (Projet)	Détails sur les activités et progrès
<b>Autour de Kitshanga (Njiya Za Makubaliano)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% de mécanismes de dialogue prévus ont été opérationnels dans la zone pendant la période de rapportage. Les résultats des dernières enquêtes qui ont été réalisées dans la ZP confirment que l’inclusivité des mécanismes est passée de 86% au premier semestre 2018 à 97% au second semestre 2018, la bonne foi des membres des mécanismes est passée de 67% au premier semestre 2018 à 80% au second semestre 2018.</li> <li>• Un atelier avec les concessionnaires de la ZP sur la sécurité réunissant les acteurs de Bwito, Bashali et Pinga, a produit une feuille de route présentée aux autorités provinciales lors de la tenue du premier conseil de sécurité provincial.</li> <li>• Une table ronde de Bwito a eu lieu à Rutshuru centre (faute d’infrastructures d’accueil à Kikuku). Cette table ronde a connu la participation de 154 personnes (25 femmes) dont des délégués des communautés Hunde, Hutu, Kobo, Nande, Nyanga et Tutsi, au niveau national, provincial et local ; des autorités politico-administratives, militaires et policières ; des autorités coutumières ; des délégués du Groupe de plaidoyer pour la Paix à Masisi (GPPM) ; des délégués des organisations nationales et internationales engagées dans la stabilisation ; des membres de la société civile aux niveaux provincial et local et a porté sur la paix et la cohabitation pacifique dans la chefferie de Bwito. Elle a été tenue en vue d’accélérer le processus de stabilisation de cette zone de la province du nord Kivu. Un plan d’action pour le Bwito a été développé sur base des recommandations sorties de la table ronde, comme ce fut le cas pour Bashali lors du premier semestre de 2018.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le GPPM redynamisé lors du premier semestre a entrepris plusieurs activités de plaidoyer dont un atelier dans la capitale portant sur la problématique de l'accès à la terre avec des secrétariats généraux des certains ministères en vue d'obtenir leur orientations et suggestion sur l'accès à la terre et la relance de la culture pérenne comme solution à la problématique.</li> </ul>
<b>Sud-Irumu</b>  <b>(Pamoja Kwa Amani)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration d'un projet d'accord entre le Gouvernement et la FRPI. L'accord ne sera qu'officiel une fois qu'il sera signé par un représentant du gouvernement de la République Démocratique du Congo (à désigner) et le représentant de la Force de résistance patriotique de l'Ituri.</li> <li>Décision du gouvernement de la RD Congo obtenue afin que les éléments de la FRPI soient pré-cantonnés en attendant la signature de l'accord de paix pour leur démobilisation ainsi que la disponibilité de 100 000 USD par le Gouvernement pour la prise en charge des éléments FRPI dans les sites identifiés.</li> <li>25 plateformes de dialogue opérationnelles avec 90% de leurs membres estimant que la majorité des participants font preuves d'intégrité et de bonne foi et 96% estimant que leurs questions sont soulevées auprès des autorités.</li> <li>Les formations fournies aux membres des plateformes par le consortium a permis une hausse de leur niveau de connaissance (passage 51% à 79% des participants des ILP ont obtenu de très bonnes notes lors de pré et post test). Cette hausse des connaissances sert aux membres des plateformes à jouer un rôle accru au sein de leurs communautés respectives vis-à-vis de la résolution pacifique des conflits.</li> </ul>
<b>Plaine de la Ruzizi</b>  <b>(Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identification de 3 conflits prioritaires sélectionnés pour faire l'objet du dialogue démocratique (1. conflit intercommunautaire entre les Bavira et les Banyamulenges autour de la gestion du pouvoir coutumier et de la propriété du groupement de Bijombo 2. conflit de pouvoir coutumier entre la communauté Bafuliiru et la communauté Barundi dans la chefferie de la Plaine de la Ruzizi 3. Le conflit entre les petits exploitants agricoles et miniers contre les grands concessionnaires agricoles et miniers à Lemera en collectivité- chefferie des Bafuliiru.)</li> <li>Organisation de séances de restitution des résultats des enquêtes auprès des membres des communautés engagées dans les 3 conflits mentionnés ci-haut ont été tenues successivement à Uvira où elle a regroupé 100 participants, dans la collectivité-chefferie de la Plaine de la Ruzizi et 65 personnes dans la collectivité chefferie de Bafuliiru.</li> <li>Redynamisation et mise en place de 26 structures communautaires (9 redynamisées et 17 établies) et renforcement de leurs capacités technique et financière a créé des espaces de dialogue et de résolution pacifique des conflits au niveau communautaire.</li> <li>Analyse approfondie du contexte et des acteurs de conflit, des enjeux et des litiges, des entrepreneurs du conflit et leurs intérêts dans la ZP.</li> </ul>
<b>Kalehe</b> (Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord-Kalehe)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tenue du forum interprovincial sur la persistance des groupes armés à Bukavu du 12 au 13 septembre avec la participation de 124 personnes (116 hommes et 8 femmes) en provenance de tous les niveaux, des villages enclavés contrôlés par des groupes armés jusqu'à présidence de la République au cours duquel : <ul style="list-style-type: none"> <li>5 membres des communautés, dont 3 femmes, ont donné leur témoignage par rapport à la situation de terrain et fait un plaidoyer pour adresser la question des groupes armés.</li> <li>Les causes de la persistance des groupes armés au Nord et Sud Kivu ont été identifiées, analysées et validées.</li> <li>Définitions des actions et mécanismes alternatifs permettant de renforcer la démobilisation des groupes armés et la réinsertion des ex-combattants et jeunes désœuvrés dans leurs communautés respectives. Ces actions et mécanismes ont été inscrits dans une feuille de route validée par les participants.</li> <li>Engagement des autorités provinciales de deux provinces a été obtenu pour accompagner la feuille de route et mettre en place un cadre interprovincial de suivi de la mise en œuvre des recommandations du forum.</li> </ul> </li> <li>Les 5 Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) du projet ont développé des Activités Génératrice de Revenu (AGR) afin d'assurer leur pérennisation grâce à une autonomisation financière.</li> </ul>

## 2.2.2 Piliers 2 à 5

Les partenaires financés par le FCS ont axé leur travail sous les piliers de l'ISSSS 2 à 5 sur les cinq thématiques ci-dessous :



- 1) **Gestion des terres** et des **ressources naturelles** et règlement des litiges associés (piliers 3 et 4 de l'ISSSS),<sup>3</sup>
- 2) Accès à la **sécurité** (piliers 2 et 3 de l'ISSSS),<sup>4</sup>
- 3) **Retour, réintégration et relance socioéconomique (RRR)** (pilier 4 de l'ISSSS),
- 4) **Engagement et influence des femmes et des filles** dans le processus de stabilisation et réduction des **Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG)** (piliers 3 et 5 de l'ISSSS).<sup>5</sup>

Les activités des projets FCS entre Juillet et Décembre 2018 sont présentées ci-dessous, organisées par thématique et zone prioritaire dans chaque province.

### *Gestion des terres et des ressources naturelles, règlement des litiges associés (Piliers 3 et 4)*<sup>6</sup>

La question des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles a été abordée à travers différentes activités des partenaires du FCS dans les zones prioritaires de l'ISSSS principalement à travers l'**appui aux structures de médiation de conflits fonciers**. Le tableau ci-dessous fournit des détails supplémentaires sur les activités financées par le FCS et les progrès réalisés au cours de la période du rapport.

Tableau 4 : Aperçu des activités financées par le FCS dans le domaine de la gestion des terres et des ressources naturelles, Juillet à Décembre 2018.

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
<b>Autour de Kitshanga</b> (UN Habitat)	Accès et sécurisation des terres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 170 ménages dont 50 ménages femmes ont bénéficié de la sécurisation foncière alternative.</li> <li>• Plaidoyer fait auprès des gérants des concessions ce deuxième semestre a permis de faciliter l'accès à la terre à 1.420 personnes dont 571 femmes et 849 hommes pour la saison culturelle de septembre 2018.</li> <li>• 25 conflits ont été résolus et impliquent 1200 ménages dont 756 ménages femmes. La résolution de ces conflits a permis de restaurer la paix sociale dans la zone de notre projet,</li> <li>• Le projet a aussi facilité l'accès à une concession définitive de 35 Hectares à 56 ménages d'anciens ouvriers de la concession Kihimba.</li> <li>• Les responsables du tribunal de paix de Masisi et Rusthuru reconnaissent une diminution de 60% des conflits fonciers enregistrés en provenance des chefferies des Bashali et Bwito comparativement à la période de 2017.</li> </ul>
<b>Sud-Irumu</b> (UN-Habitat / OIM)	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 16 heures de formation portant sur la Planification Communautaire Foncière Participative (PCFP) ont été dispensé à 35 personnes (2 femmes et 33 hommes) issues des circonscriptions foncières ainsi que les leaders communautaires. Un Atelier de vulgarisation auprès des membres de communautés sur la PCFP a aussi été organisé.</li> <li>• 488 séances des sensibilisations sur les services de l'administration foncière organisées par la Commission Foncière de l'Ituri (CFI) en faveur de 38.842 personnes dont 17.065 femmes.</li> </ul>
	Ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de séances de formation pour développer les compétences des services techniques et des institutions membres du comité provincial de suivi des activités minières</li> <li>• Constitution de 22 regroupements des exploitants miniers présidés par les Administrateurs des Foyers Miniers (AFM), regroupant 719 orpailleurs œuvrant dans 5 sites miniers de la ZP</li> <li>• Création et formation de deux coopératives minières (COOMIKI et CKOKP)</li> </ul>

<sup>3</sup> Pilier 3 selon les piliers révisés de l'ISSSS

<sup>4</sup> Pilier 2 selon les piliers révisés de l'ISSSS

<sup>5</sup> Pilier 5 selon les piliers révisés de l'ISSSS

<sup>6</sup> Pilier 3 selon les piliers révisés de l'ISSSS

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur les activités et progrès
<b>Ruzizi</b> (Secrétariat technique de l'ISSSS ; tous partenaires)	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mis en place d'un mécanisme concerté de résolution des conflits fonciers (Comité Mixte des agri-éleveurs (CM)) dans les 8 groupements (Kamanyola, Bwegera, Luberizi, Kabunambo, Bijombo, Uvira, Bijombo et à Mikenge) où intervient le projet. A la fin de la période de rapportage, 40 conflits fonciers avaient été identifiés par les membres du CM dont 22 conflits résolus, 18 en cours des médiations. En plus, le travail du CM a permis la création de 13 couloirs de déplacement du bétail permettant de réduire leur divagation ainsi que la remise en état de 7 espaces de pâturage grâce à l'actualisation de la cartographie.</li> <li>Cartographie des parcelles à Kabindula en chefferie de Bavira et Lemera en collectivité de Bafuliru.</li> <li>Tenue de séances de sensibilisation sur le processus de la réforme foncière, la loi sur la décentralisation de la gouvernance foncière, la place des associations et du pouvoir dans le processus de la certification des droits fonciers coutumiers qui ont conduit à la certification des parcelles de membres des communautés.</li> <li>Elaboration d'un projet d'édit avec les acteurs aux niveaux communautaires, territoriaux, provinciaux et nationaux pour régler l'élevage et l'agriculture en Sud-Kivu (l'édit est en attente d'adoption par l'assemblée provinciale). Une fois adoptée l'édit permettra une réduction des conflits fonciers non seulement dans la ZP mais sur toute l'étendue de la province, ce qui sera une contribution à une paix plus large.</li> </ul>
	Formations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation de 26 agents de l'état en charge des questions foncières à Mwenga et à Uvira sur l'utilisation des nouveaux outils dont le GPS et les tablettes.</li> <li>Formation et accompagnement de 210 membres des structures locales de paix sur les travaux de reconnaissance des parcelles au niveau des villages de Kabindula en chefferie de Bavira, Lemera et Kigoma en chefferie de Bafuliru, et à Kakamba et Kabunambo dans la chefferie de la Plaine de la Ruzizi.</li> <li>10 réunions de sensibilisation et d'explication du processus de sécurisation foncière auprès de 1200 participants (40% femmes)</li> </ul>

### *Soutien à l'accès aux services de sécurité (Piliers 2 et 3 de l'ISSSS)<sup>7</sup>*

Les partenaires du FCS ont également soutenu des initiatives locales de sécurité et des activités sur la protection de la population. Les principales activités contribuant à ces résultats incluent :

- Accompagnement des Conseils locaux pour la sécurité de proximité (CLSP) à Kalehe et Ruzizi dans l'élaboration de plans de sécurité (locaux et conjoint) identifiant les priorités sécuritaires et le rôle des acteurs de sécurité dans leur résolution.
- Sensibilisation et formation auprès des acteurs de sécurité afin d'augmenter leur compréhension de la protection et des droits de l'homme ainsi qu'améliorer leur comportement.
- Plaidoyer auprès des FARDC dans le cadre du projet dans la plaine de la Ruzizi afin d'obtenir le déploiement d'éléments dans les zones jugées prioritaires par les CLSP. Par exemple, l'installation d'un poste militaire à Rukobero a contribué au retour des 500 ménages déplacés dans les groupements et cités voisins, renforçant ainsi la confiance et la relation entre les forces et services des sécurités et la population locale.

Le tableau ci-dessous fournit des informations supplémentaires sur les activités financées par le FCS dans les domaines de la sécurité et de la protection des civils.

<sup>7</sup> Pilier 2 selon les piliers révisés de l'ISSSS

Tableau 6 : Aperçu des activités financées par le FCS liées à la sécurité et à la protection des civils, Juillet à Décembre 2018.

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
Sud-Irumu (UN-Habitat)	Plans locaux de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 des 4 plans locaux de sécurité prévus ont été élaborés et révisés par les Conseils locaux pour la sécurité de proximité (CLSP), leur mise en œuvre se fera lors du prochain semestre. Le plan local de sécurité est un document administratif qui détaille les problèmes et les priorités sécuritaires dans chacune des Entités Administratives Décentralisées (ETD). Les processus de son élaboration et de sa révision contribuent à l'amélioration de la gouvernance sécuritaire ; notamment à la compréhension des rôles et responsabilités de chacun, la compréhension de la problématique sécuritaire de chaque entité administrative.</li> </ul>
	Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une formation portant sur les notions de droits de l'homme, la protection de la population et la gestion de conflit auprès des unités de la Police Nationale Congolaise (PNC) affectées dans la chefferie de Bahema-Sud a été réalisé au cours de ce semestre.</li> <li>Un total de 72 séances de sensibilisations sur les notions de droits de l'homme, la protection de la population et la gestion de conflit, incluant 24 au sein des unités de la PNC et 48 pour les FARDC ont été réalisées.</li> </ul>
Ruzizi (International Alert)	Plan conjoint de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un plan d'action conjointe pour l'amélioration de la sécurité, définissant les responsabilités de la population et des forces de sécurité à travers les CLSP Lemera, a été élaboré.</li> </ul>
	Sensibilisation et dialogue	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les trois Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSP), Lemera, Kabindula et Itombwe, ont continué à travailler étroitement avec l'Unité Communautaire de Sensibilisation (UCS) et qui ont permis de renforcer le dialogue entre les membres des communautés, les représentants de la société civile et les forces de sécurité.</li> </ul>
	Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les membres des structures UCS appuyées par les CLSP ont continué à échanger avec les membres des groupes armés pour un désengagement et l'intégration dans la vie civile.</li> <li>Partage de la cartographie participative des zones à risque sécuritaire élevé et de protection avec les autorités et autres intervenants dans la zone afin de permettre aux forces militaires de focaliser leur attention sur les « zones chaudes ».</li> <li>Plaidoyer des fora des groupements et CLSP auprès des forces et services de sécurité afin de faire une permutation des militaires de Lemera et a déployé quelques éléments militaires à Kanga, Lukebero et Kahungwe dans la chefferie de Bafuliru. La permutation de ces éléments a permis à la population de vaquer paisiblement, source d'un renouement de relation entre les membres des communautés et les FARDC.</li> <li>Plaidoyers menés par les membres de l'Unité Communautaire de Sensibilisation (UCS) et du CLSP auprès du commandant des FARDC de Kabunambo ont permis l'installation d'un poste militaire à Rukobero pour la sécurisation des villages voisins de Kigoma. Ceci a contribué de manière importante au retour des 500 ménages déplacés dans les groupes et cités voisins, renforçant ainsi la confiance et la relation entre les forces et services des sécurités et la population locale.</li> </ul>

#### RRR (Pilier 4 de l'ISSSS)

Les partenaires du FCS ont continué à mettre en œuvre leurs activités RRR au deuxième semestre 2018 afin d'accroître la cohésion sociale dans les communautés bénéficiaires et contribuer à la stabilisation. Les PMO ont mis l'accent dans ce domaine sur des activités contribuant à l'amélioration de l'accès au crédit, les activités génératrices de revenus (AGR), la formation professionnelle, l'appui psychosocial et le renforcement des structures et des jeunes qui promeuvent les messages de résolution de conflits pacifique. Ces activités visent principalement les jeunes à risque et leur intégration sociale et économique au sein de leurs communautés respectives. Des chaînes de valeurs clés ont été renforcées et des structures économiques, telles que des coopératives et AVEC, ont été mises en place avec l'objectif de renforcer les liens sociaux entre les participants dans une vision de développement économique collective.

Tableau 7 : Aperçu des activités financées par le FCS liées au RRR, de Juillet à Décembre 2018.

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
Kitshanga (UNFPA)	AGR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer l'accompagnement aux 514 jeunes (209 femmes et 305 hommes) dans leurs AGR individuelles et les 10 AGR collectives/groupement d'intérêt économique telles que la menuiserie, de salons de coiffure, des ateliers de coupe et couture, des poulaillers, des moulins, des services de communication, un secrétariat public et la vente de planches de bois.</li> </ul>
	HIMO	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création de 87 emplois temporaires supplémentaires à travers les activités HIMO, ramenant le total de jeunes atteint par les activités HIMO du projet à 178 (53 femmes et 125 hommes). Les jeunes ayant participé aux activités HIMO ont été proposés par les structures communautaires (Cadre d'échange de Bashali et Cadre d'échange de Bwito) en concertation avec les structures de dialogue démocratique du Project de Alerte Internationale. Leur sélection s'est faite sur base de leur risque de rejoindre les groupes armés et leurs vulnérabilités (handicapés, orphelins, jeunes mères, etc.). Les jeunes ayant bénéficiés de ces activités ont aussi reçu un accompagnement sur comment gérer leur revenu afin d'investir dans des activités générant un revenu sur le long terme.</li> </ul>
	Activités conviviales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'activités conviviales (compétitions sportives, danses traditionnelles et les jeux de société) permettant un rapprochement des jeunes issues des différentes communautés. Ces activités ont atteint 10 553 personnes supplémentaires ce dernier semestre, ramenant le total des jeunes atteint par le projet à 24 398.</li> </ul>
	Formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de capacité de 28 jeunes animateurs (12 femmes et 16 hommes) qui animeront et modéreront les groupes (en personne et sur réseaux sociaux) sur les questions de population, la résolution de conflits, la sexualité responsable et la lutte contre la toxicomanie.</li> </ul>
Sud-Irumu (UN-Habitat)	Appui aux agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mises en place de 21 parcelles de pâturage et agricoles collectives supplémentaires au cours du deuxième semestre de 2018 (totale de 53).</li> </ul>
	AGR et formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Orientation de 465 jeunes (217 femmes et 248 hommes) dans le choix des métiers du projet de microentreprise / AGR basée sur l'étude socioéconomique de base des métiers porteurs effectuée dans les 7 ETD visées par le projet. Les métiers porteurs identifiés sont coupe-couture, commerce, menuiserie, informatique, taxi moto, agriculture, art culinaire, mécanique et coiffure.</li> <li>Construction de 6 infrastructures pour la formation professionnelle des jeunes dans les 5 ETD prioritaires.</li> </ul>
	Sensibilisation et formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>8 réunions supplémentaires d'échange (18 au total depuis le début du projet) ont été tenues entre les acteurs (agriculteurs, éleveurs, agents de l'ordre, SENASEM, IPAPPEL, RIMA, ACOPELI, LEAF II, les opérateurs économiques, les autorités locales et administratives et les transporteurs) avec comme résultat l'adoption et la promulgation par les participants de bonnes pratiques agricoles.</li> <li>Formation de 48 jeunes issues de 3 ETD (Andisoma, Banyali Tchabi et Walese Vokutu) sur la création et la gestion d'une microentreprise.</li> <li>Organisation de 3 projections de films éducatifs et organisation de 3 rencontres sportives dans 3 ETD visées (1 de chaque activité dans chacune des ETD) par le projet afin de renforcer la cohabitation pacifique des jeunes.</li> <li>Formation de 14 agents psychosociaux (7 femmes et 7 hommes) en vue de l'accompagnement des jeunes à risque.</li> </ul>
Kalehe (IOM)	MUSO	<ul style="list-style-type: none"> <li>4 dernières mutuelles de solidarité (MUSO) ont été mise en place par le projet ramenant le totale des MUSO mises en place par le projet à 24.</li> </ul>
Ruzizi (international)	AGR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place des 10 premières filières économiques identifiées par l'étude de marché et des filières rentables réalisée par le Guichet d'Economie Locale (GEL) lors du premier semestre de 2018. A savoir la culture de riz, cultures maraichères, coupe et couture, briqueterie, mécanique moto, élevage de poules, élevage de porcs à Kagando Kala ainsi que l'élevage de poules et services informatique à Lemera. Ces filières permettent la création d'emploi durable</li> </ul>

		et des revenus pour la jeunesse identifiée ainsi que de renforcer les liens sociaux entre ces jeunes dans une vision de développement économique.
	AVEC	<ul style="list-style-type: none"> <li>24 AVEC supplémentaires sont opérationnelles ce semestre, ramenant le total des AVEC accompagnées par le projet à 36, pour un total de 660 bénéficiaires. En plus des AVECs mises en place par le projet, 12 autres AVECs ont été créés par les populations non bénéficiaires qui ont voulu s'inspirer du modèle et de la réussite des AVECs mises en place par le projet en cours.</li> </ul>

### *L'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et la réduction des VSBG (piliers 3 et 5 de l'ISSSS)<sup>8</sup>*

Le genre est à la fois transversal à travers tous les piliers de l'ISSSS et spécifique au pilier 5. Des lignes directrices pour l'intégration des questions liées au genre existent pour les projets FCS, et des formations et renforcements des PMO et du STAREC National et provincial ont eu lieu. Les projets visent à améliorer l'engagement et l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation, entre autres à travers la communication pour le changement de comportement (CCC), et travaillent également spécifiquement sur les VSBG, avec un minimum de 15% du budget de chaque projet dédié aux activités sensibles au genre.

Pendant la période de rapportage, les partenaires du FCS ont mis en œuvre des activités spécifiques pour contribuer au changement de normes liées au genre, en partie sur les VSBG, mais aussi plus généralement pour viser à assurer l'engagement des femmes et des filles dans tous les aspects de la stabilisation et le processus de transformation de conflits. Le tableau ci-dessous fournit des informations supplémentaires sur les activités financées par le FCS dans ce domaine thématique transversal. »

*Tableau 8 : Aperçu des activités financées par le FCS liées à l'engagement et à l'influence des femmes et des filles dans le processus de stabilisation et à la réduction des VSBG, Juillet à Décembre 2018.*

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
Sud-Irumu (UN-Habitat)	Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>996 séances de communication de changement de comportement (CCC) aux normes et pratiques sociales négatives provoquant des VSBG ont eu lieu (602 portes à porte, 47 campagnes, 242 focus groupe, 44 théâtres participatifs et 61 sessions ouvertes ou sensibilisation de masse) ont permis de toucher 94 891 personnes réparties comme suit 21 443 hommes, 21 279 garçons, 24 742 femmes, 27 427 filles.</li> <li>13 séances de projection de films éducatifs à travers le cinéma mobile sur le mariage précoce, déni des ressources et le viol ont été organisées. Cette projection a touché 1430 personnes dont 501 hommes, 384 garçons 26, 316 femmes et 229 filles.</li> </ul>
	Accès aux services	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'accès aux services d'assistance multisectorielle et juridique pour les survivant(e)s de VSBG s'est amélioré selon les données de suivi du projet par rapport aux nombres de cas référés à une structure de prise en charge psychosociale ou médicale, et par rapport aux mentalités sur le retour des survivant(e)s de VSBG dans leur ménage et leur communauté.</li> <li>240 survivants de VSBG et personnes à besoins spécifiques identifiés ayant l'âge de scolarisation ont bénéficié de la réinsertion scolaire et la prise en charge par le projet.</li> <li>174 survivants de VSBG dont 94 femmes, 74 filles, 1 garçon et 5 hommes, ont été référés aux structures de prise en charge psycho social. 133 de ces cas ont également été référés aux structures de prise en charge médicale.</li> </ul>
	Coordination	<ul style="list-style-type: none"> <li>4 réunions de coordination avec le service étatique DIVIGENRE et la MONUSCO ont été tenues, et 6 supervisions conjointes ont été réalisées, permettant de renforcer la planification, la supervision et la réalisation des activités conjointes.</li> </ul>

<sup>8</sup> Pilier 5 selon les piliers révisés de l'ISSSS

Zone prioritaire	Type d'activité	Détails sur l'activité et les progrès
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Le groupe de travail sur le genre s'est réuni 3 fois, en coordination avec le ST de l'ISSSS. Le résultat inclut l'harmonisation des efforts et des stratégies.</li> </ul>
<b>Autour de Kitshanga</b> (UN-Habitat)	Formations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet a renforcé les capacités de 300 leaders communautaires (114 femmes et 186 hommes) vecteurs de changement identifiés lors du premier semestre de 2018 pour la CCC et les VSBG</li> <li>Des leaders communautaires ont conduit certaines initiatives de sensibilisations dans leur communautés telles que des séances de sensibilisation des jeunes, des femmes et des hommes sur la sexualité responsable, le rôle des femmes dans le processus de développement, leurs droits, la loi contre les VSBG en RDC ainsi que des causeries éducatives. Ces activités ont atteint 69 173 personnes dans la zone prioritaire.</li> </ul>
<b>Ruzizi</b> (International Alert)	Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une étude Connaissance Attitude et Perception a été menée de Juin à Aout 2018 dans la ZP. Les résultats de cette étude ont été diffusé par les campagnes de sensibilisation menée lors du deuxième semestre de 2018 et ont atteint 687 personnes (484 femmes et 203 hommes)</li> <li>Une campagne de sensibilisation a aussi été menée auprès des groupes d'influence dans la société tels que les églises et écoles de la ZP.</li> </ul>
	Groupes de dialogue	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les 20 groupes de dialogue sur le genre opérationnels depuis le semestre passé ont continué à organiser des rencontres sur les comportements et attitudes discriminatoires à l'égard des femmes et des filles dans le but de réduire les stéréotypes, préjugés, normes et pratiques discriminatoires.</li> </ul>

### 3 Principaux défis et risques

Le chapitre qui suit décrit les principaux défis et risques auxquels font face le Secrétariat Technique et les projets financés par le FCS. Le but est d'expliquer d'une part certains obstacles rencontrés lors des réalisations décrites dans le chapitre précédent, et d'autre part de soutenir des discussions sur la gestion de ces défis ou risques pour améliorer la mise en œuvre des projets et la réussite des objectifs de l'ISSSS. Les données proviennent des rapports des PMO pour la période Juillet à Décembre 2018. Bien que le texte soit structuré en deux parties, la première se focalisant sur le Fonds et la seconde sur les projets financés par le FCS, de nombreux défis se retrouvent entre les deux niveaux.

#### 3.1 Défis pour le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Les défis principaux auquel fait face le FCS sont les mêmes que ceux identifiés lors du rapport précédent à savoir :

- **Retards dans la mise en œuvre des projets FCS** : Un des plus grands défis auquel fait face le FCS est les taux de mise en œuvre des projets selon les derniers rapports semestriels des PMO. On peut expliquer ces retards en évoquant les problèmes de sécurité et d'accès aux zones de priorité, les blocages politiques, la période électorale ainsi que les capacités opérationnelles et programmatiques des PMO.
- **Financement des projets du FCS** : Ces retards de mise en œuvre pourraient avoir un impact sur le financement des projets de stabilisation à l'avenir.
- **La future donne politique en RDC** : Le climat politique actuel a un impact sur les interventions à travers la RDC, et pas seulement dans le secteur de la stabilisation. De nombreux projet FCS ont en effet rapportés une perturbation de leurs activités sur le terrain lors de la période de campagne électorale de Décembre. Notons aussi que la période post-électorale verra certains changements au niveau du paysage politique national, provincial et local. Ceci représentera un défi pour le FCS en termes de nouvelles figures politiques à sensibiliser aux différents processus de stabilisation.
- **Coordination du ST** : La collaboration entre l'UAS et le STAREC au niveau provincial continue de manière étroite et constructive, et la collaboration entre l'UAS et le STAREC national s'est renforcée depuis que plus d'actions d'engagement politique liées à la mise en œuvre de l'ISSSS ont nécessité l'implication active de Kinshasa (ex : le processus de démobilisation des FRPI).
- **Ressources** : Un grand défi actuel pour le ST reste les ressources humaines pour répondre à tous les besoins de la programmation. Les équipes du STAREC souffrent d'un manque de financement adéquat de leurs frais de fonctionnement pour remplir leurs objectifs. Dans le cas de l'UAS, certains postes clefs sont toujours vacants depuis l'été 2018.

#### 3.2 Principaux défis et risques programmatiques FCS

Au niveau des projets mis en œuvre sur le terrain par les PMO de l'ISSSS, les deux principaux défis auxquels les PMO ont dû faire face lors de ce dernier semestre de 2018 furent liés aux élections et à l'insécurité dans les zones prioritaires. Notons aussi la difficulté de mouvement liée à la saison des pluies et la dégradation des routes.

*Tableau 9 : Principaux types de défis rencontrés par les projets financés par le FCS, de Juillet à Décembre 2018*

Défis et Risques	ZP	Détails	Stratégies de gestion mises en œuvre ou proposées par les PMO
<b>Election</b>	Ruzizi	La campagne électorale a perturbé les activités durant le derniers mois de Décembre	Les activités ont été reportées
		Certains partenaires étatiques et de la société civile ont fait campagne et seront possiblement élus (au niveau national et provincial). Leur ascension à des postes politiques constitue un manque pour le projet qui doit encore aller à la recherche de nouveaux collaborateurs mais aussi une opportunité dans la mesure où, au niveau politique où ils se trouvent, ils ont la capacité d'ouvrir des nouvelles portes voire des nouveaux contacts favorables pour le projet.	
	Sud-Irumu	La période électorale a impacté le calendrier de la formation des policiers prévu par le projet en raison de leur déploiement sur le terrain pour la sécurisation des élections.	Formation replanifiée pour Février et Mars 2019.
	Kitshanga	Le processus électoral en cours risque d'entraîner un changement de plusieurs acteurs politiques au niveau local, provincial et national qui s'étaient déjà inscrits dans le processus de stabilisation.	Des séances d'explication et de partage de tous les acquis actuels avec les nouveaux dirigeants à différents niveaux sont envisagées.
<b>L'insécurité dans les zones prioritaires entrave ou empêche l'accès aux zones du projet, bloquant la mise en œuvre.</b>	Beni	Des tueries de la population ainsi que des enlèvements et attaques contre les différents services et les humanitaires sont commis dans la ZP. Cette situation d'insécurité affecte l'exécution du Projet. La zone de Watalinga est toujours inaccessible par route compte tenu de la présence des ADF dans la zone.	Les équipes du projet et ses partenaires font continuellement des évaluations sécuritaires des zones d'interventions en s'appuyant sur le service de sécurité de la MONUSCO, les points focaux de sécurité de chaque membre du consortium, et les autorités locales.  Un plan de sécurité est en train d'être développé pour renseigner les différents risques sécuritaires et les mesures relatives envisagées.
	Kitshanga	L'insécurité causée par les conflits armés inter- ou intra-communautaires rend difficile d'exécuter les activités conformément au calendrier tel que prévu dans la planification.	Capitalisation sur les structures communautaires, les plates formes de femmes et jeunes et partenaires locaux dans l'exécution des activités dans les zones éloignées et en proie à l'insécurité
	Ruzizi		Propose au ST de songer à une extension
	Sud-Irumu	L'inaccessibilité de certains groupements et villages due à l'insécurité n'a pas facilité la mise en œuvre des activités par la CFI	Travail rapprochée avec les points focaux du système d'alerte précoce pour le référencement des cas des conflits auprès des antennes de la CFI afin qu'ils soient prises en charge.
		Situation sécuritaire toujours volatile dans les sites miniers.	Transfère de certaines activités à une ONG locale.



Défis et Risques	ZP	Détails	Stratégies de gestion mises en œuvre ou proposées par les PMO
	Sud-Irumbu	Désintéressement de certains Chefs locaux dans le processus entamé par le projet.	Multiplication des séances de sensibilisation auprès des chefs locaux. S'assurer de les associer dans chaque activité organisée. Les impliquer suffisamment dans la médiation des conflits fonciers dans la zone afin de susciter leur intérêt et leur permettre d'apprécier les avantages des activités survenant dans leurs entités.
		Faible capacité des ETD dans la mobilisation des recettes fiscales en vue d'une mise en œuvre effective des PDL.	Accompagnement des ETD et-sensibilisation des populations contribuables ou assujetties pour le paiement des taxes et impôts.
<b>Epidémie d'Ebola</b>	Sud-Irumbu	L'épidémie d'Ebola reste un danger pour les équipes terrain du projet dans certaines zones couvertes par le projet.	Des séances de sensibilisation sont tenues avant chacune des activités, des stations de lavage des mains sont obligatoires à l'entrée des locaux et salles de formation, et interdiction de tous contact physique entre les participants et formateurs durant les activités de groupes
	Beni	La situation sanitaire de Beni, touche directement la mise en œuvre des activités des projets présents dans le territoire, en particulier ceux n'étant pas de nature humanitaire en réponse à l'épidémie d'Ebola. Les ressources disponibles tel que l'appui logistique de la MONUSCO, sont priorisés dans le cadre de la riposte à la maladie. Ceci affecte directement la programmation du projet de stabilisation dans les zones affectées par la maladie et celles où l'accessibilité requière une escorte militaire de la MONUSCO.	Le projet compte renforcer le plaidoyer auprès de la MONUSCO pour plus d'appui logistique (escorte), et renforcer les connaissances parmi les staffs du projet et ses partenaires afin de limiter les risques de contamination. De plus, le projet incorporera des messages portant sur la protection contre le virus dans le cadre de ses activités et outils de communication de façon à ce que l'Ebola soit un thème transversal du projet.
<b>Attentes de la population</b>	Beni	Les réunions réalisées entre l'équipe du projet, les autorités locales et la société civile de Beni ont révélées que la communauté croit qu'Ensemble pour Beni mettra un terme à toute la pauvreté dans la ZP. De plus, la communauté confond le projet avec un programme humanitaire. Dans ce contexte, il y a un grand défi pour faire comprendre à la communauté de Beni les objectifs du projet stabilisation et que le projet ne cible pas directement toute la population notamment pour les AGR.	Le projet prévoit de renforcer la communication à travers des réunions avec les représentants des communautés, la société civile et les autorités locales. De plus il définira conjointement avec les communautés les critères de sélection des bénéficiaires du projet.
<b>Dualité du pouvoir coutumier</b>	Ruzizi	L'existence d'un pouvoir coutumier parallèle dans les trois chefferies ciblées par le projet, rend difficile l'organisation des activités.	Pour les activités dans lesquelles ces autorités ont l'obligation d'intervenir, le consortium invite les deux autorités pour prendre part à l'activité.
<b>Performance inadéquate des partenaires locaux</b>	Kitshanga	Performance inadéquate du partenaire LUCODER relevée par le Comité Conjoint de Suivi	Etendu de la zone de couverture d'un autre partenaire du projet (Women of Africa (WOA)) à l'axe Katsiru – Nyanzale – Kikuku pour améliorer les résultats sur cet axe.

## 4 Complémentarité entre les interventions financées par le FCS et les interventions alignées

Les efforts du Secrétariat Technique pour assurer la complémentarité entre interventions du FCS et les interventions alignées lors du second semestre de 2018 ont principalement été autour de la coordination de la programmation dans les zones prioritaires ISSSS. Ces efforts contribuent à maximiser les apports des différents canaux de financement de l'ISSSS. Le travail réalisé au cours des six derniers mois de 2018 a engendré des exemples de coordination efficace de la programmation dans les trois provinces :

Thématique	ZP	Détails	Projets
Engagement de la jeunesse	Kitshanga	La construction de centres de jeunesse n'était pas envisagée à l'origine dans le cadre de la programmation (seulement leur réhabilitation). Cependant, les espaces existants n'étaient finalement dans un état permettant une réhabiliter, ainsi la construction de centres de jeunesse a été identifiée par les communautés comme un besoin majeur afin d'engager les jeunes risquant de rejoindre les groupes armés. Afin de répondre à ce besoin urgent et de pérenniser les efforts de programmation, le STP a coordonné les fonds de programmation (initialement alloué à la réhabilitation par UNFPA) et de l'extension avec coûts d'Alert International (phase II), afin de faciliter la construction de centres pour la jeunesse à Kikuku et Kitshanga.	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, UN HABITAT, SCF  Njia Za Makubaliano, International Alert, SCF
		Le STP coordonne aussi afin d'éviter la duplication des efforts sur le terrain par les partenaires de l'ISSSS, notamment avec l'arrivée imminente d'un nouveau projet dans le processus d'alignement par DRC ce qui concerne le placement de centres pour la jeunesse et le partage des listes de bénéficiaires entre partenaires associant des jeunes dans les mêmes domaines.	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, UN HABITAT, SCF  Vijana wenye nguvu kwa amani, DRC, PBF
Accès au crédit	Ruzizi	Le projet de International Alert s'est retiré du groupement de Luberizi pour laisser la place au projet de IRC. Dans ce groupement, IRC développe les activités d'appui à la sécurité à travers d'une part le renforcement du forum de groupement et d'autre part l'appui aux Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC). Ainsi, les ressources prévues par le projet FCS pour l'appui aux AVEC ont été redirigées dans d'autres localités présentant les mêmes besoins.	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani, International Alert, SCF  Maji ya Amani, IRC, Pays-Bas
Plan d'action	Kitshanga	Suite à table ronde de Bwito (août 2018) le STP a veillé à ce qu'Alert et l'OIM collaborent pour harmoniser le Plan d'Action Communautaire avec le Plan d'Action pour la Sécurité de Rutshuru (élaboré au début de l'année).	Njia Za Makubaliano, International Alert, SCF  CISPE, OIM, Pays-Bas
Conflits fonciers	Kitshanga	L'OIM, Mercy Corps et UNHABITAT collaborent activement pour harmoniser les causes déterminantes des conflits fonciers, principalement par le biais du partage d'informations. UNHABITAT est en train d'élaborer un document sur les causes des conflits fonciers qui servira de référence commune à tous les PMO intervenant dans les questions foncières dans la ZP. Mercy Corps et UNHABITAT développent conjointement un "cartographie communautaire" qui sera utilisé conjointement pour identifier les dossiers en cours de traitement, ainsi que les nouvelles priorités d'intervention.	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo, UN HABITAT, SCF  FARM, Mercy Corps, Pays-Bas  CISPE, OIM, Pays-Bas
	Sud Irumu	A travers le projet d'UN HABITAT les communautés sollicitées la sécurisation foncière de leurs terres ou à défaut de leurs compromis pour mieux prévenir les conflits fonciers. A ce titre, OIM va faciliter l'homologation des compromis produits par CFI dans Andisoma et Walese Vonkutu.	Pamoja Kwa Amani, UN HABITAT, SCF  CISPE, OIM, Pays-Bas

## 5 Progrès vers les résultats de l'ISSSS liés aux activités financées par le FCS

Comme précisé dans le chapitre 2 du présent rapport, les partenaires des projets FCS ont consacré une part importante de leurs activités à la poursuite du dialogue démocratique dans les zones prioritaires de l'ISSSS (pilier 1) et à l'application des recommandations du dialogue, notamment sur des questions liées à la terre et aux conflits fonciers.

Cette section examine les données pour certains indicateurs de l'ISSSS associés à ces secteurs stratégiques, et propose quelques observations clés sur les progrès réalisés vers les résultats correspondants.

**R1: Amélioration continue de l'attitude envers les autorités locales dans la plupart des zones prioritaires de l'ISSSS correspond aux effets escomptés des activités financées par le FCS liées au dialogue démocratique de l'ISSSS (pilier 1) et à la restauration de l'autorité de l'État (pilier 3).**

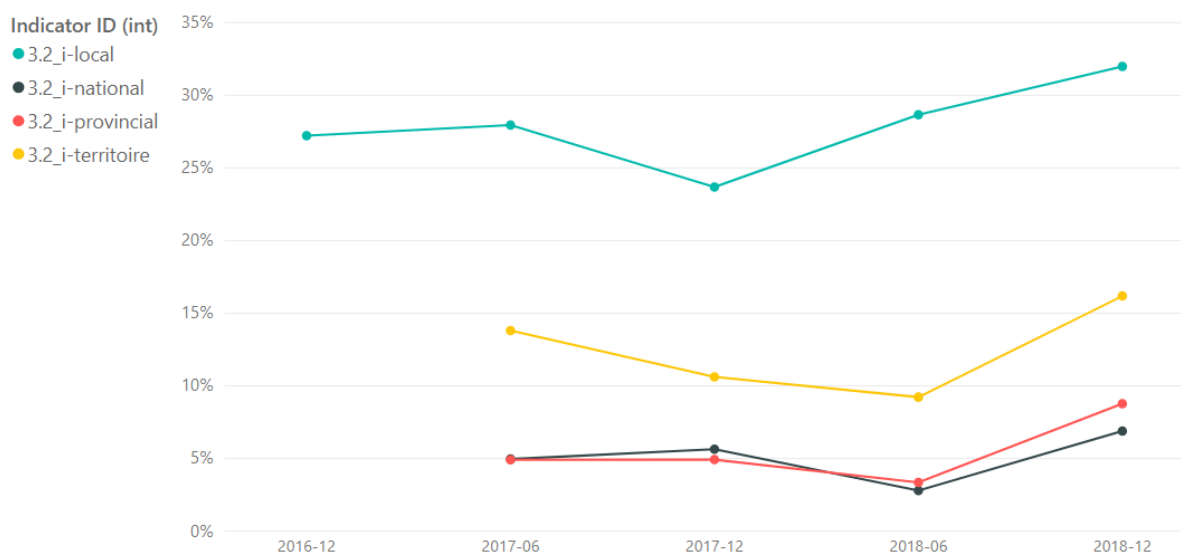
Le second semestre de 2018 a été marqué par la poursuite de l'amélioration globale des attitudes à l'égard des autorités locales dans la plupart des zones prioritaires de l'ISSSS (voir Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs ). En moyenne, dans toutes les zones prioritaires de l'ISSSS ayant des projets de stabilisation actifs financés par le FCS, **le pourcentage d'adultes qui se sentaient « bien » ou « très bien » représentés par les autorités locales est passé de 24% à la fin de 2017 à 32% en décembre 2018**. Bien que cette amélioration globale se situe dans la marge d'erreur de +/- 5% du sondage effectué, l'amélioration a été nettement plus prononcée dans plusieurs des zones et sous-zones prioritaires de l'ISSSS (voir ci-dessous).

### **Objectif Spécifique 3 de l'ISSSS**

*Rôle (bénéfique) et présence de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale*

L'attitude populaire à l'égard des autorités locales dans les zones prioritaires actives de l'ISSSS continue d'être plus positive que celles des gouvernements territoriaux, provinciaux et nationaux. Cependant, les opinions vis-à-vis de ces autorités de haut niveau ont commencé à s'améliorer, mettant fin au moins temporairement à une baisse de soutien pour leurs rôles dans la représentation des intérêts de leurs électeurs au cours des 12 mois précédents (voir Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs ). **Les opinions s'améliorent notamment en ce qui concerne le travail des autorités au niveau territorial**. En juin 2018, seulement 9% de la population de toutes les zones prioritaires actives estimaient que leurs intérêts étaient « bien » ou « très bien » représentés par les autorités territoriales. À la fin de 2018, les personnes ayant cet avis représentaient 16% de la population (voir Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs ).

Graphique 1 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – toutes les zones prioritaires avec des projets FCS actifs <sup>9</sup>



Les données des sous-zones de chacune des zones prioritaires de l'ISSSS donnent une image qui varie selon les différentes zones dans lesquelles des projets financés par le FCS sont actifs. Dans la majorité des zones et sous-zones prioritaires, le soutien aux autorités locales a augmenté au cours de la période de 18 mois allant de juin 2017 à décembre 2018 ; la période au cours de laquelle le dialogue démocratique et les activités sous les autres piliers ISSSS financées par le FCS ont commencé à fonctionner pleinement, après leur phase de démarrage. Les informations fournies par les partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS<sup>10</sup> et les données provenant d'interviews d'informateurs clés dans de nombreuses zones prioritaires présentant les améliorations les plus marquées décrivent une coopération entre les autorités, les dirigeants locaux et la population qui est compatible avec la théorie du changement de l'ISSSS. Ceci rend possible de faire valoir un lien de causalité éventuel entre les activités de dialogue démocratique et de restauration de l'autorité de l'État financées par le SCF et l'appui accru observé au rôle des autorités locales, mais également de manière croissante à la représentation de certaines autorités gouvernementales de haut niveau des populations de ces zones d'intervention.

La sous-zone Bwito de la zone prioritaire « Autour de Kitshanga », par exemple, a enregistré une augmentation de 28% de la part de la population qui se sentait « bien » ou « très bien » représentée par ses autorités locales à partir de fin 2016 jusqu'à la fin de 2018, malgré une légère baisse de 2% au cours des six derniers mois de 2018<sup>11</sup> (voir Graphique 2 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – les plus fortes tendances positives entre Juillet à Décembre 2018.). En conséquence, près de la moitié de la population de la sous-zone de Bwito avait une telle attitude positive à l'égard des autorités locales soutenues à la fin de 2018, contre seulement 20% deux ans auparavant. Ces améliorations coïncident notamment avec les efforts des

<sup>9</sup> A partir de Décembre 2018

<sup>10</sup> Sollicité par la cellule de suivi et d'évaluation de l'UAS lors d'une série d'ateliers sur la « boucle de rétroaction » en mars 2019

<sup>11</sup> Cette baisse de 2% se situe dans la marge d'erreur de +/- 5% du sondage effectué.

partenaires de l'ISSSS financés par FCS, ainsi que de l'UAS et du STAREC à Bwito, pour faciliter le retour du Mwami à son poste d'autorité traditionnelle dans la chefferie<sup>12</sup>.

Des développements similaires ont eu lieu dans la zone prioritaire de Ruzizi, et plus particulièrement dans les sous-zones d'Itombwe, Uvira Ville et la zone constituée des Chefferies de Bafuliro, Bavira et Plaine de la Ruzizi<sup>13</sup>. À Itombwe, le pourcentage de la population qui se sentait « bien » ou mieux représentée par les autorités locales est passé d'un peu plus de 5% en juin 2017 à près de 35% à la fin de 2018, soit une augmentation d'environ

30 points de pourcentage. À Uvira Ville, le pourcentage d'adultes ayant des opinions aussi positives a augmenté d'un peu plus de 30 points de pourcentage au cours de la même période ; soit de 8% de la population en juin 2017 à un peu moins de 40% des adultes en décembre 2018. Dans la sous-zone « Plaine de la Ruzizi », la part de la population adulte soutenant les autorités locales a augmenté légèrement de moins de 10% sur les 12 mois de 2018 (voir Graphique 2 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – les plus fortes tendances positives entre Juillet à Décembre 2018.). Les retours d'information des partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS, de la communauté locale et des dirigeants politiques suggèrent que les plus grandes possibilités d'échanges et de dialogue créées par les différents types de plates-formes de dialogue soutenues par le FCS dans la ZP Ruzizi ont contribué à améliorer les attitudes envers les autorités de l'État en général. Pour Itombwe, les partenaires d'exécution avaient observé qu'avant le lancement du dialogue, « rien ne maintenait la population et les autorités ensemble », alors que maintenant les mécanismes du dialogue démocratique fournissaient aux deux parties un mécanisme de collaboration. Dans les Chefferies de Bafuliro, Bavira et Plaine de la Ruzizi, les partenaires ont noté que les autorités locales étaient de plus en plus impliquées dans projets, car ils avaient commencé à fonctionner à pleine capacité. Ceci signifie que les ateliers d'identification des priorités et la mise en œuvre d'activités spécifiques avaient fourni de bonnes possibilités d'échanges entre la population et l'État<sup>14</sup>.

**Résultat Global 3.2 ISSSS**  
*Redevabilité et réactivité des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes des communautés*

L'augmentation du soutien au rôle des autorités locales et supérieures dans la zone prioritaire Sud Irumu a probablement été influencée par les efforts continus du processus pour la démobilisation du FRPI financés par le FCS. Dans Sud-Irumu Sud, le soutien au rôle joué par les autorités locales dans la représentation des intérêts de la population est passé de 13% de la population adulte se sentant « bien » ou « très bien » représentée par les autorités locales en juin 2017 à 37% en Décembre 2018; c'est-à-dire une augmentation de 24 points de pourcentage sur la période de 18 mois.

---

<sup>12</sup> Confirmé lors d'un atelier « feedback loop » avec les partenaires de mise en œuvre, STAREC et l'UAS à Goma en mars 2019.

<sup>13</sup> Aussi appelé sous-zone « Plaine de la Ruzizi ».

<sup>14</sup> Information fournie par les partenaires de mise en œuvre de l'ISSSS lors d'un atelier « feedback loop » à Bukavu en mars 2019.

Graphique 2 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – les plus fortes tendances positives entre Juillet à Décembre 2018<sup>15</sup>.



<sup>15</sup> Juin 2018 - Décembre 2018 dans l'affaire Sud Irumu Nord

Les données d'enquête, les retours des partenaires du FCS et les informateurs clés de la zone prioritaire suggèrent tous que l'initiative de démobilisation du FRPI dans la zone était l'un des facteurs clés dans l'amélioration du bien-être, de la sécurité et de la sûreté de la population dans la zone. Les dirigeants locaux ont spécifiquement identifié le travail des partenaires de l'ISSSS dans la démobilisation du FRPI comme un facteur de renforcement de la sécurité dans la zone. Les partenaires du FCS ont observé qu'une plus grande sécurité s'était traduite par une plus grande liberté de mouvement de la population dans certaines parties de la zone, prolongeant ainsi les durées de déplacement en toute sécurité du « coucher du soleil jusqu'à minuit ». En outre, les données d'enquête et les observations des partenaires du FCS soulignent également le rôle de la collaboration entre les différents niveaux d'autorités de l'État ainsi qu'entre les autorités de l'État et les partenaires de l'ISSSS ont joué dans l'avancement de la démobilisation du FRPI. La population de la zone avait une attitude nettement plus positive à l'égard de la contribution apportée par les autorités de l'État à tous les niveaux (territoire, province et national) pour assurer leur sécurité (voir Graphique 6 : Garantie de la sécurité par les différents niveaux de gouvernement (% de la population adulte ayant répondu « bon » ou « très bien »)). Des détails supplémentaires sur cette tendance sont fournis plus loin dans le rapport.

Les sous-zones de l'ISSSS n'ont pas toutes connu ce type d'améliorations positives. À Kitchanga - « Bashali », par exemple, la population est devenue moins favorable au rôle joué par certaines autorités locales en particulier dans la représentation de leurs intérêts sur une période de 18 mois allant de juin 2017 à décembre 2018. Au milieu de 2017, plus de 50% de la population de la Chefferie de Bashali se sentaient « bien » ou « très bien » représentés par les autorités locales. Fin 2018, cette part était tombée à moins de 30%. Les raisons de ce déclin peuvent être liées aux activités accrues des groupes armés dans la sous-zone<sup>16</sup>. Les partenaires d'exécution de l'ISSSS ont suggéré que les menaces liées détournaient l'attention de la population des activités des autorités locales au profit des services liés à la sécurité fournis par les autorités supérieures. Cette interprétation est corroborée par a) l'amélioration du soutien de la population adulte de Bashali au rôle joué par les autorités territoriales, provinciales et nationales, qui contraste avec le déclin du soutien apporté au rôle des autorités locales (voir Graphique 3 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – tendances négatives les plus fortes de Juillet à Décembre 2018<sup>17</sup>); et b) le fait qu'au cours de la même période, les trois autorités « de niveau supérieur » (c'est-à-dire territoriales, provinciales et nationales) se voient attribuer l'assurance de la sécurité dans la zone par une part croissante de sa population (voir Graphique 6 : Garantie de la sécurité par les différents niveaux de gouvernement (% de la population adulte ayant répondu « bon » ou « très bien »)<sup>18</sup>).

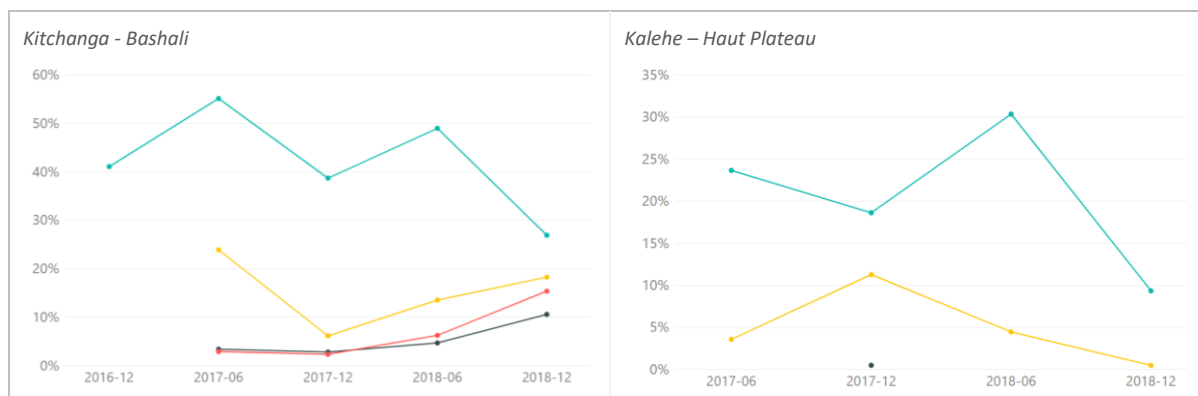
---

<sup>16</sup> Confirmé par les retours des partenaires de mise en œuvre du FCS et les informations des principaux informateurs (communauté locale et dirigeants politiques de la zone).

<sup>17</sup> La proportion d'adultes de Bashali se sentant « bien » ou « très bien » représentés par les autorités au niveau du territoire est passée de 6% en décembre 2017 à 18% un an plus tard (12/2018) ; pour les autorités provinciales, cette part est passée de 2% à 15% ; et pour les autorités nationales, la part de la population ayant des opinions aussi positives est passée de 3% à 11% de décembre 2017 à fin 2018.

<sup>18</sup> En particulier, la part de la population adulte qui a déclaré que le gouvernement provincial et le gouvernement territorial avaient obtenu de « bons » de « très bons » résultats en matière de sécurité s'est accrue au cours de cette période; soit de 3% à 4% fin 2017 à 13% douze mois plus tard.

Graphique 3 : Indicateur 3.2\_j : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – tendances négatives les plus fortes de Juillet à Décembre 2018



**R2: Plusieurs sous-zones prioritaires de l'ISSSS ayant des projets financés par le FCS en cours (c'est-à-dire en cours au 12/2018) ont enregistré une nette amélioration du sentiment de sécurité de leur population adulte depuis le début de la programmation de l'ISSSS financée par le SCF à la mi-2017.**

Les populations des zones prioritaires de l'ISSSS « Autour de Kitchanga » et de la partie sud de la zone prioritaires du Sud-Irumu expriment des gains substantiels dans leurs perceptions de la sécurité par rapport à la situation qui prévalait il y a 12 à 18 mois. La chefferie Bwito de la zone de Kitchanga a connu les plus grandes améliorations au cours de cette période; le pourcentage de la population adulte qui se sentait «en sécurité» ou «très en sécurité» lors de ses activités quotidiennes a augmenté de 40 points de pourcentage, passant de seulement 23% en juin 2017 à 63% à la fin de 2018. À Bashali (également ZP Kitchanga), la partie correspondante de la population avec de telles vues est passée de 64% à l'été 2017 à 81% en décembre 2018 (voir Graphique 4 : ). Dans l'ensemble de la zone priori, les femmes étaient légèrement plus susceptibles d'avoir ressenti un sentiment de sécurité accru que les hommes. À la fin de 2018, environ huit femmes sur dix se sentaient «en sécurité» ou mieux lorsqu'elles poursuivaient leur vie quotidienne, alors que ce n'était le cas que pour environ six hommes sur dix.

Dans la partie sud de la zone prioritaire Sud Irumu, la proportion de la population qui se sentait «en sécurité» ou «très en sécurité» au cours de ses activités quotidiennes est passée de 19% à la mi-2017 à 38% en décembre 2018; une augmentation d'environ 20 points de pourcentage (voir Graphique 4 : ). Dans le sud d'Irumu, les différences entre sexes vis-à-vis au sentiment de sécurité quotidien ont été inversées par rapport à la situation à Kitchanga, environ deux fois plus d'hommes (environ 40%) que de femmes (20%) se sentaient en sécurité lorsqu'ils vont à leurs occupations quotidiennes ; une différence qui est restée assez constante au cours des 18 mois qui ont suivi l'été 2017.

Dans les deux zones prioritaires, les retours des partenaires des projets FCS et l'informations qualitatives recueillies auprès des chefs de communauté et des autorités traditionnelles indiquent que la coopération accrue entre la population et les services de sécurité est un facteur important pour améliorer la sécurité dans la zone. Les relations plus étroites entre ces parties ont notamment amélioré l'accès des FARDC et de la PNC à des informations « exploitables », permettant aux services de sécurité de cibler et de diriger leurs efforts et interventions<sup>19</sup>. Malgré cela, plusieurs leaders ont

<sup>19</sup> Entretiens avec un chef traditionnel et un représentant de la société civile à la chefferie Bashali, juin 2018.



encore souligné la fragilité persistante de l'amélioration de la situation en matière de sécurité dans leurs zones, avec des effets tangibles sur la liberté de circulation et l'accès à la terre. Les leaders communautaires et de la société civile de Bashali, ont indiqué que la sécurité s'était amélioré le long des principaux axes routiers et des centres urbains, mais que la situation devenait beaucoup plus volatile et précaire dès que l'on se dirige des lieux plus reculés de la chefferie<sup>20</sup>. Les FARDC et les forces de police étaient concentrées le long des routes mais n'étaient souvent pas en mesure de contrôler les lieux moins accessibles de la région.<sup>21</sup>

Graphique 4 : Changement de sentiment de sécurité lors des « activités quotidiennes » et lors de la rencontre avec des membres d'autres groupes ethniques (changement positif)



Vert foncé : changement de > 10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; Vert clair : changement positif de < 10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018; Rouge foncé: changement négative de >10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018.

Dans d'autres zones prioritaires, cependant, la sécurité semble avoir diminué ; pendant la période de référence (c'est-à-dire de juillet 2018 à décembre 2018) ainsi que sur la période de programmation approximative des projets financés par le SCF. Les tendances négatives ont été les plus prononcées dans la zone prioritaire de Mambasa (province de l'Ituri, notons que la programmation SCF c'est clôturée en début de la période de rapportage). Ici, la proportion de la population adulte qui se sentait « en sécurité » ou « très en sécurité » dans la conduite de leurs affaires quotidiennes est passée de 96% en juin 2017 à 59% 18 mois plus tard dans le nord-est de la zone prioritaire ; une baisse de près de 40 points. Dans le sud-ouest de la ZP de Mambasa, la proportion de la population qui se sentait en sécurité au cours de ses activités quotidiennes est passée de 78% à la mi-2017 à 61% à la fin de 2018,

<sup>20</sup> Entretien avec un responsable de la jeunesse, juin 2018.

<sup>21</sup> "FARDC traquent ces groupes armés ils ne résistent jamais mais les positions conquises restent sans soldat ces rebelles reviennent" ; « non accès aux champs pour les ethnies rivales au groupe armé de l'autre communauté (Youth, Bashali, June 2018) » (Leader jeunesse, Bashali, 6/2018).

soit une baisse de 17 points. Même dans la partie nord de la zone prioritaire Sud Irumu, dont les parties sud ont enregistré une amélioration de la sécurité liée au succès de l'initiative FRPI, le sentiment de sécurité de la population a diminué. Ici, la proportion d'adultes qui se sentaient en sécurité ou très en sécurité dans leur vie quotidienne est passée de 52% à 32% au cours des 18 mois allant de juin 2017 à décembre 2018.

Dans la chefferie d'Itombwe (faisant partie de la zone prioritaire de Ruzizi ISSSS dans le Sud-Kivu), les partenaires du projet financé par le SCF avaient commencé à lancer des activités en 2018 et à améliorer la situation en matière de sécurité (tendance positive en matière de sécurité) au premier semestre de 2018 semblait indiquer le début d'un changement de la situation volatile dans la sous-zone<sup>22</sup>. Un déclin de la sécurité à Itombwe (ZP Ruzizi) au second semestre de 2018, indiqué par un sentiment de sécurité plus faible de la population adulte à la fin de 2018 par rapport à juin de la même année, pourrait avoir bouleversé la tendance positive de la zone, au moins de manière temporaire. La proportion d'adultes à Itombwe qui se sentaient en sécurité ou très en sécurité dans leur routine quotidienne est passée de 38% à 8% au cours des six mois qui se sont écoulés entre juin et décembre 2018 (voir Graphique 5 : Changement de sentiment de sécurité lors des «activités quotidiennes» et lors de la rencontre avec des membres d'autres groupes ethniques (changement négatif)). Les informations fournies par les partenaires des projet SCF et communautaires et de la société civile de la zone suggèrent que ce changement était probablement lié aux incursions de groupes armés en dehors de la zone prioritaire au cours de cette période<sup>23</sup>, illustrant ainsi comment la volatilité de la

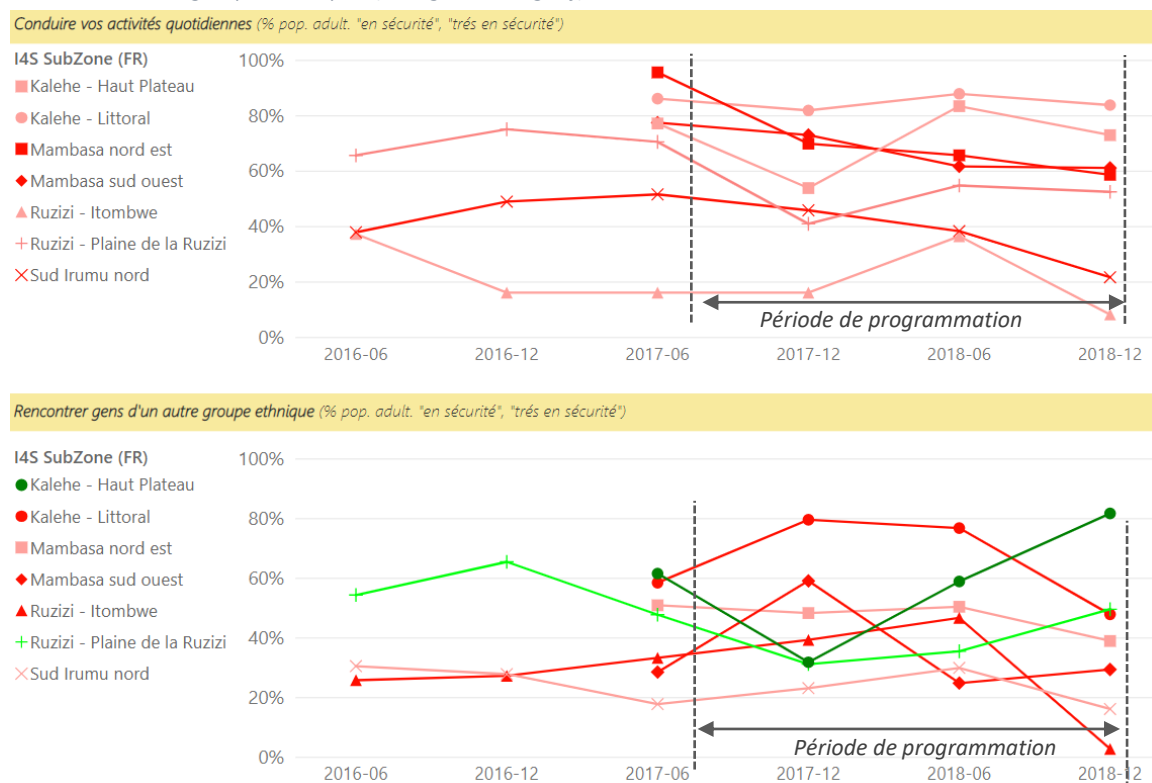
---

<sup>22</sup> Les données de plusieurs indicateurs à partir de la mi-2018 avaient enregistré des améliorations de la situation à Itombwe au cours du premier semestre de 2018, y compris la représentation de la population par l'administration territoriale (voir Graphique 2 : Indicateur 3.2\_i : Le gouvernement / les autorités représentent bien les intérêts de la population – les plus fortes tendances positives entre Juillet à Décembre 2018.).

<sup>23</sup> Indiqué par les commentaires des partenaires du FCS, ce qui a été confirmé par les informations recueillies lors d'un entretien avec des dirigeants de la communauté et de la société civile de la zone.

situation dans une des zones prioritaires de l'ISSS est influencé par de nombreux facteurs qui échappent au contrôle direct des partenaires du FCS.

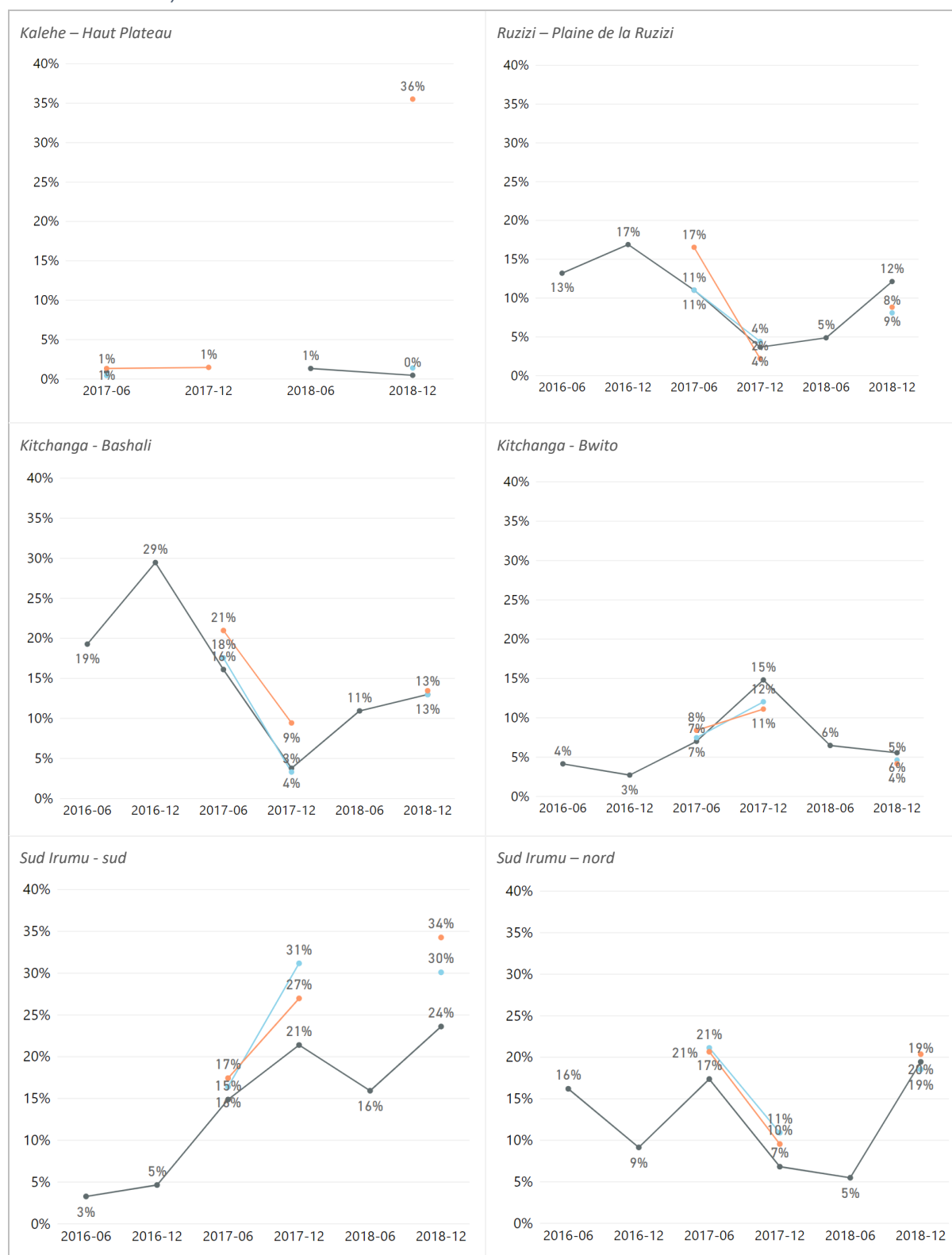
Graphique 5 : Changement de sentiment de sécurité lors des «activités quotidiennes» et lors de la rencontre avec des membres d'autres groupes ethniques (changement négatif)



Vert foncé : changement de > 10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; Vert clair : changement positif de < 10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; Rouge foncé : changement négative de >10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; rouge clair : changement négative de <10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018

Tant les données quantitatives que les données qualitatives (par exemple, les informations recueillies auprès des leader traditionnels et de la société civile) indiquent que l'État congolais joue un rôle croissant dans la sécurité des zones prioritaires de l'ISSS (voir Graphique 7 : Tendances dans la perception de la contribution des FARDC au maintien de la paix). Les mécanismes susceptibles de provoquer ce changement sont les plates-formes de sécurité mises en place ou soutenues par des projets financés par le FCS.

Graphique 6 : Garantie de la sécurité par les différents niveaux de gouvernement (% de la population adulte ayant répondu «bon» ou «très bien»)<sup>24</sup>



<sup>24</sup> Pour les gouvernements provinciaux et territoriaux, aucune donnée n'a été recueillie pour juin 2018, ce qui a créé un écart entre ces séries de données à cette période.

Comme mentionné précédemment, de telles améliorations peuvent être constatées en particulier pour le rôle joué par l'administration territoriale dans plusieurs des zones et sous-zones. À Kalehe - «Haut Plateau», la part de la population qui considère le travail effectué par l'administration territoriale responsable pour assurer la sécurité comme étant «bonne» ou «très bonne» est passée de 1% à 36% sur une période de 12 mois seulement entre fin 2017 à décembre 2018. Dans la partie sud de la zone prioritaire Sud Irumu, le rôle joué par l'administration territoriale pour assurer la sécurité a augmenté de 17 points de pourcentage, passant de 17% à 34% entre juin 2017 et décembre 2018. Dans la chefferie de Bashali, la part de la population qui estime que l'administration territoriale (Masisi) réussit « bien » ou « très bien » à assurer la sécurité est passée de 4% à 13% de janvier à décembre 2018. Un mécanisme de par lequel l'État, et en particulier les administrations au niveau local, ont pu utiliser pour se rapprocher de leur population, en tant que fournisseurs de la sécurité en tant que bien public essentiel, sont les plates-formes de dialogue qui ont permis à la population de faire connaître ses préoccupations et permettent aux services de sécurité et aux représentants politiques d'adapter leurs réponses plus en adéquation avec les problèmes actuels rapportés par les représentants de la communauté. Cette dynamique a été identifiée à la fois par les partenaires du projet FCS et par les dirigeants locaux et les représentants des communautés de Kitchanga, Sud Irumu, Kalehe et Ruzizi.<sup>25</sup>

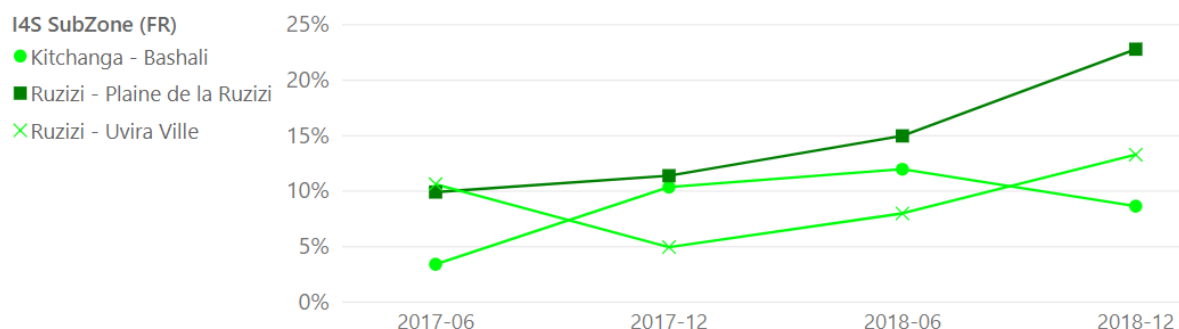
Les FARDC ont joué un rôle croissant dans le maintien de la paix et la sécurité dans une partie seulement de la zone prioritaire. Dans les Chefferies Bafuliro, Bavira et la Plaine de la Ruzizi (ailleurs dans ce rapport souvent désignée sous le nom de la sous-zone ISSSS « Plaine de la Ruzizi »), le pourcentage de la population qui estime que les FARDC sont en train de « grande » ou « très grande » contribution au maintien de la paix est passée de 10% en juin 2017 à environ 23% à la fin de 2018 (voir Graphique 7 : Tendances dans la perception de la contribution des FARDC au maintien de la paix). Dans la Chefferie Bashali (qui fait partie de la zone prioritaire ISSSS d'Autour de Kitchanga), le même indicateur suggère que le rôle des FARDC dans le maintien de la paix s'est légèrement accru depuis juin 2017; Cependant, finalement, seulement env. 9% de la population ont le sentiment que les FARDC apportent au moins une contribution importante au maintien de la paix à la fin de 2018, mais n'augmentent que légèrement par rapport à 4% en juin 2017. Comme indiqué précédemment, aux yeux de la population le rôle en matière de sécurité de la partie civil de l'État civil (dans notre cas l'administration territoriale) avait augmenté davantage au cours de la même période (voir Graphique 7 : Tendances dans la perception de la contribution des FARDC au maintien de la paix), plaçant l'administration territoriale sur un pied d'égalité avec l'armée pour assurer leur sécurité. Les futures séries de collecte de données devront confirmer si cela indique le début du rétablissement de l'autorité de l'État dans le domaine de la sécurité publique ou si ces améliorations ne sont que temporaires et de courte durée.

---

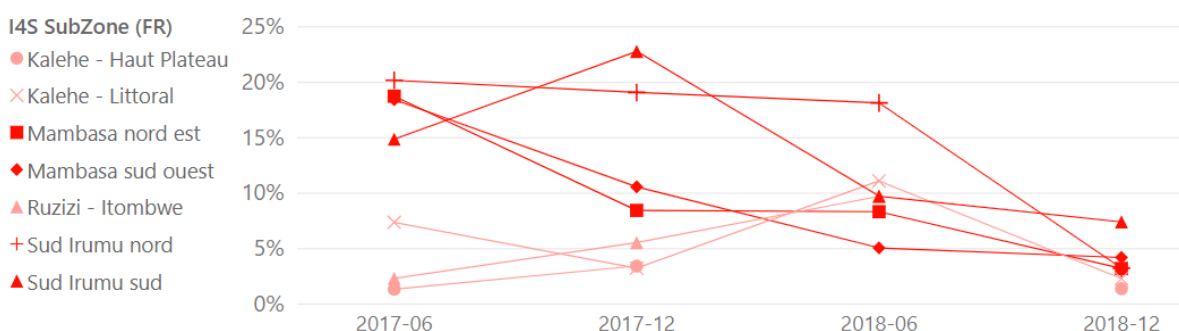
<sup>25</sup> « feedback loop » avec les partenaires des projets FCS à Goma, Bukavu et Bunia (mars 2019); et les informations recueillies auprès des leaders traditionnels et de la société civile locaux lors d'entretiens avec des informateurs clés (juin à décembre 2018).

Graphique 7 : Tendances dans la perception de la contribution des FARDC au maintien de la paix

2.2.1\_ji-d La contribution des FARDC en matière de maintenir la paix (% pop. adult. jugeant 'beaucoup' ou 'énormement')



2.2.1\_ji-d La contribution des FARDC en matière de maintenir la paix (% pop. adult. jugeant 'beaucoup' ou 'énormement')



Vert foncé : changement de > 10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; Vert clair : changement positif de < 10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; Rouge foncé : changement négative de >10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018 ; rouge clair : changement négative de <10 points de pourcentage entre juin 2017 et décembre 2018.

**R3: Amélioration de l'accès aux services liés à la terre et à l'accès à la terre dans plusieurs sous-zones de l'ISSSS est conforme aux effets attendus des projets de stabilisation financés par le FCS. Cependant, les tendances divergentes observées dans d'autres zones suggèrent qu'une multitude de facteurs doivent être réunis pour améliorer durablement la capacité de la population à accéder et utiliser et entretenir ses terres et champs.**

Tel que mentionné dans le précédent rapport semestriel, un meilleur accès aux services fournis par l'État dans des secteurs clés tels que la gestion des terres, la justice ou la sécurité (voir Objectif Global 3.1 de l'ISSSS) est censé aider à la stabilisation des zones prioritaires de l'ISSSS de deux manières au moins selon la théorie du changement de l'ISSSS. Premièrement, cette amélioration est supposée créer un nouveau sentiment de confiance parmi la population des zones prioritaires de l'ISSSS envers la capacité et la légitimité de l'État congolais (voir ci-dessus). Deuxièmement, les services sont censés améliorer les conditions socioéconomiques et la situation sécuritaire de chacun des bénéficiaires et des ménages dans les communautés ciblées, réduisant ainsi le risque que des vulnérabilités dans ces domaines alimentent les conflits entre les membres d'une communauté donnée, ou entre les communautés.

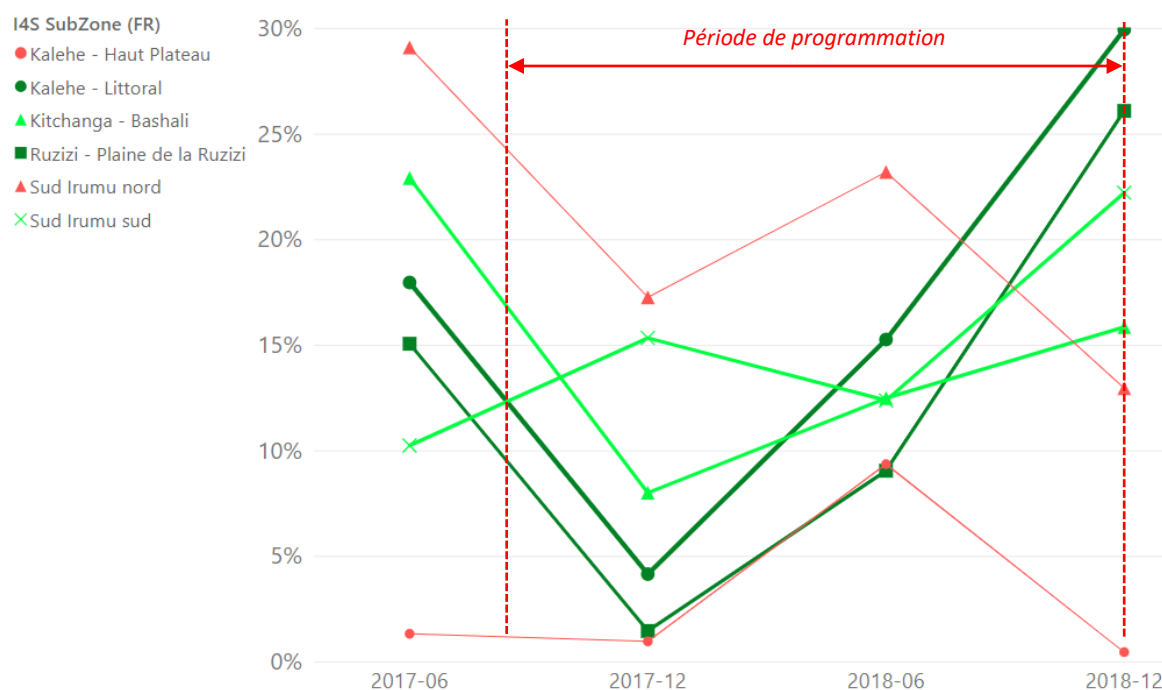
**Résultat Global de l'ISSSS 3.1 :**  
Accès aux services pertinents de l'État amélioré

La création d'un meilleur accès à la terre et aux services fonciers a été l'une des priorités dans le travail des partenaires financés par le FCS au cours de 2018, suivant les priorités identifiées par les

communautés et leurs partenaires au cours des différents processus de dialogue démocratique dans les zones prioritaires. Les partenaires ont mis en œuvre des activités liées à cet objectif dans les 5 zones prioritaires actives<sup>26</sup>. Les détails des activités visant les fournisseurs publics de services fonciers peuvent être consultés au chapitre 2 du présent rapport.

Plusieurs des sous-zones ISSSS dont les administrations foncières sont soutenues par des projets financés par le FCS ont enregistré une croissance continue de la part de la population qui considère que leur accès aux services liés aux terres est « bon » ou meilleur. De manière plus significative, dans la sous-zone de Ruzizi composée des Chefferies Bafuliro, Bavira et Plaine de la Ruzizi<sup>27</sup>, le pourcentage de la population ayant une attitude aussi positive à l'égard de leur accès à ces services a augmenté de 25 points de pourcentage sur 12 mois de la période de programmation FCS ; soit de 1% fin 2017 à 26% en décembre 2018. De même, à Kalehe - Littoral, la part de la population adulte qui considère que leur accès aux services liés à la terre est « bon » ou « très bon » a augmenté de 4% en décembre 2017 à 30% à la fin de 2018 (voir Graphique 8 : Changement en matière d'accès aux services fonciers (Indicateur 3.1\_i-terre de l'ISSSS) dans les sous-zones prioritaires de l'ISSSS (% pop. adult. jugeant 'bon' ou 'très bon')). Dans d'autres sous-zones, les augmentations d'accès ont été un peu moins prononcées, comme dans le sud d'Irumu ou dans le Kitchanga - Bashali. Ici, l'accès aux services liés à la terre a augmenté de 8 points de pourcentage (de 8% à 16%) et de 7 points de pourcentage (de 15% à 22%) au cours de la même période. Ces changements correspondent aux effets escomptés des activités pertinentes des partenaires de projet financés par le FCS.

Graphique 8 : Changement en matière d'accès aux services fonciers (Indicateur 3.1\_i-terre de l'ISSSS) dans les sous-zones prioritaires de l'ISSSS (% pop. adult. jugeant 'bon' ou 'très bon')



*Vert foncé* : changement de > 10 points de pourcentage entre décembre 2017 et juin 2018 ; *Vert clair* : changement positif de < 10 points de pourcentage ; *Red* : positive trend in first half ; negative trend in second half of 2018.

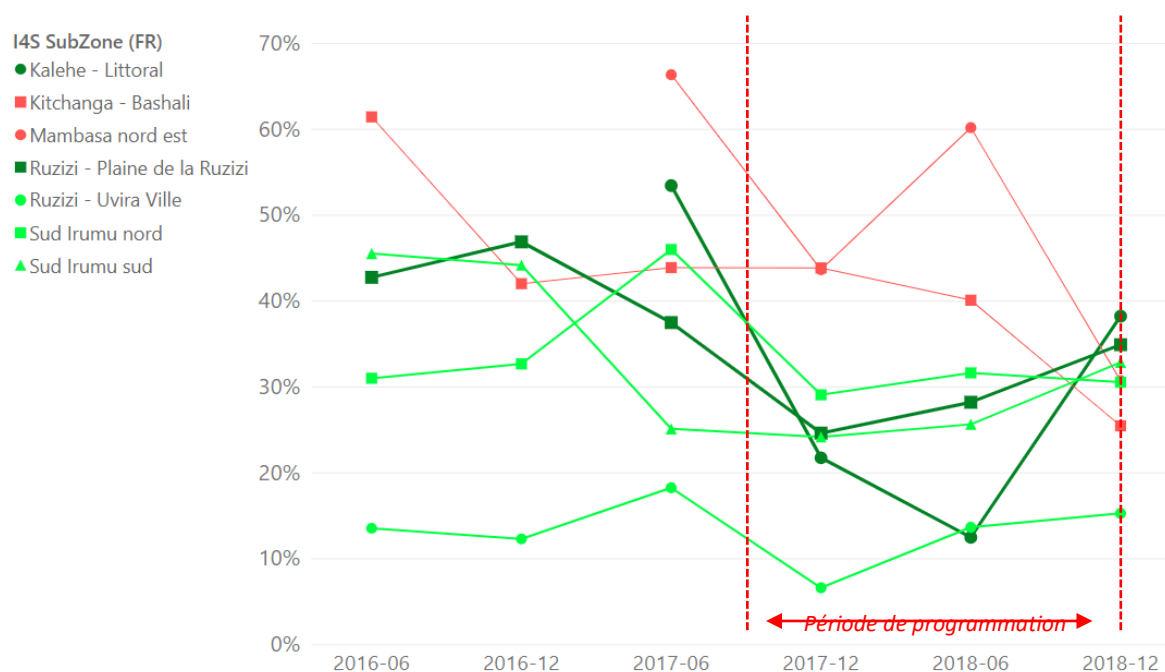
<sup>26</sup> Ceci exclut la zone prioritaire de Beni. Le programme financé par le FCS n'avait en effet pas encore démarré au premier semestre de 2018.

<sup>27</sup> Aussi connu sous « sous-zone Plaine de la Ruzizi ».

L'accès accru aux services liés à la terre n'a cependant pas toujours été associé à un meilleur accès à la terre dans la même zone. D'une part, les populations de Kalehe - Littoral (Sud-Kivu) et de Ruzizi - «Plaine de la Ruzizi», deux sous-zones où l'accès aux services liés à la terre a récemment augmenté, ont enregistré un plus grand accès à la terre en 2017 et en décembre 2018. Dans la Ruzizi, la population déclarant avoir un accès «bon» ou «très bon» à la terre est passé de 25% à 35% au cours de cette période. À Kalehe - Littoral, la taille du groupe ayant un « bon » ou meilleur accès à la terre est passée de 22% en décembre 2017 à 38% à la fin de 2018. Dans la partie sud de la zone prioritaire Sud Irumu, l'accès à la terre s'est également amélioré même période que l'accès aux services liés à la terre. À la fin de 2017, 24% des adultes de la zone ont indiqué qu'ils avaient un « bon » ou un « très bon » accès à la terre, en décembre 2018 c'était le cas pour 33% des adultes (voir Graphique 9 : Changement en matière d'accès à la terre (Indicateur 4.2.2\_ii de l'ISSSS) dans les sous-zones prioritaires de l'ISSSS (pourcentage ayant un « bon » ou « très bon » accès à la terre).).

Cependant, dans d'autres zones, l'accès à la terre et l'accès aux services liés à la terre ne se sont pas nécessairement déplacés en parallèle. La population de la Chefferie de Bashali (ZP Kitchanga), par exemple, où selon la perception, l'accès aux services fonciers s'était amélioré en 2018, a perçu un net déclin de leur capacité à accéder à la terre au cours de la même période de temps. La part de la population ayant une « bonne » ou meilleure possibilité d'accéder à la terre a chuté de près de 20 points de pourcentage, passant de 44% en décembre 2017 à 25% à la fin de 2018. On ne peut toutefois pas dire avec certitude quels facteurs ont contribué à cette situation, les retours des partenaires des projets FCS et les informations fournies dans les entretiens avec les dirigeants de la communauté offrent des explications possibles. D'une part, la question de l'enquête sur l'accès à la terre saisit probablement l'accès perçu par les répondants à des titres de propriété sécurisés ainsi que leur capacité perçue à se rendre sur leurs parcelles de terrain en toute sécurité et sans menaces de la part de criminels ou de groupes armés. La réponse des répondants à la question sur l'accès aux terres serait donc probablement déterminée par une multitude de facteurs, notamment leurs droits fonciers légaux ou coutumiers, ainsi que la situation en matière de sécurité dans et autour de leurs communautés.

Graphique 9 : Changement en matière d'accès à la terre (Indicateur 4.2.2\_ii de l'ISSSS) dans les sous-zones prioritaires de l'ISSSS (pourcentage ayant un « bon » ou « très bon » accès à la terre).





*Vert foncé* : changement de > 10 points de pourcentage 2017-12 - 2018-06 ; *Vert clair* : changement positif de < 10 points de pourcentage

Comme indiqué précédemment, les dirigeants des communautés de Bashali ont indiqué au cours d'interviews que les services de sécurité dans la chefferie étaient concentrés le long des routes principales, mais qu'ils n'avaient pas été en mesure de sécuriser des zones un peu plus éloignées de ces centres de population. Les groupes armés étaient ainsi toujours en mesure de contrôler ces parties de la Chefferie, entravant la liberté de mouvement de la population et leur capacité à se rendre dans leurs champs en toute sécurité<sup>28</sup>.

Une analyse plus poussée des données de l'enquête<sup>29</sup> confirme l'interprétation selon laquelle « l'accès à la terre » dépend en réalité de multiples facteurs ; et peut être influencé par ou est en corrélation avec des perceptions particulières de la sécurité dans la zone respective. Dans la Chefferie de Bashali, par exemple, les perceptions de la population quant à leur « accès à la terre » en décembre 2018 étaient positivement corrélées avec leur perception du travail des projets de stabilisation, leur accès aux services liés à la terre et enfin aussi leur perception sur la capacité de l'État congolais à assurer sa sécurité (voir Graphique 10). Cela ne signifie pas qu'il existe nécessairement une relation de cause à effet entre ces variables. Cependant, la corrélation positive indique que, en moyenne, les personnes ayant un avis plus positif sur l'un des facteurs étaient également plus susceptibles d'avoir une perception positive sur les autres. Cela correspond aux effets escomptés des projets de stabilisation financés par le FCS, qui ont permis de résoudre les problèmes connexes d'accès à la terre, d'accès aux services fonciers et de sécurité par différentes voies.

Graphique 10 : Corrélations entre les réponses à « l'accès à la terre » et d'autres questions d'enquête - Zone prioritaire de Kitshanga (NK)

<b>Y a-t-il une corrélation entre :</b>			
<b>- "Accès à la terre" et "soutien aux projets de stabilisation" ?</b>			
	2017-II	2018-I	2018-II
Bwito	Yes (+)	Yes (+)	No
Bashali	Yes (-)	Yes (-)	Yes (+)
<b>- "Accès aux services fonciers" et "appui aux projets de stabilisation" ?</b>			
	2017-II	2018-I	2018-II
Bwito	Yes (+)	Yes	Yes (-)
Bashali	Yes (+)	Yes (+)	Yes (+)
<b>"Accès à la terre" et "Accès aux services fonciers"?:</b>			
	2017-II	2018-I	2018-II
Bwito	Yes (+)	Yes (+)	Yes* (+)
Bashali	No	Yes (+)	Yes* (+)
<b>- "Accès à la terre" et "L'Etat congolais au service de la sécurité" ?</b>			
	2017-II	2018-I	2018-II
Bwito	No	No	No
Bashali	No	Yes (+)	Yes (+)

<sup>28</sup> Entretiens avec les leaders de la jeunesse, Bashali, juin 2018.

<sup>29</sup> Recueilli par Harvard Humanitarian Initiative (HHI) au nom de la cellule de suivi et d'évaluation de l'UAS.

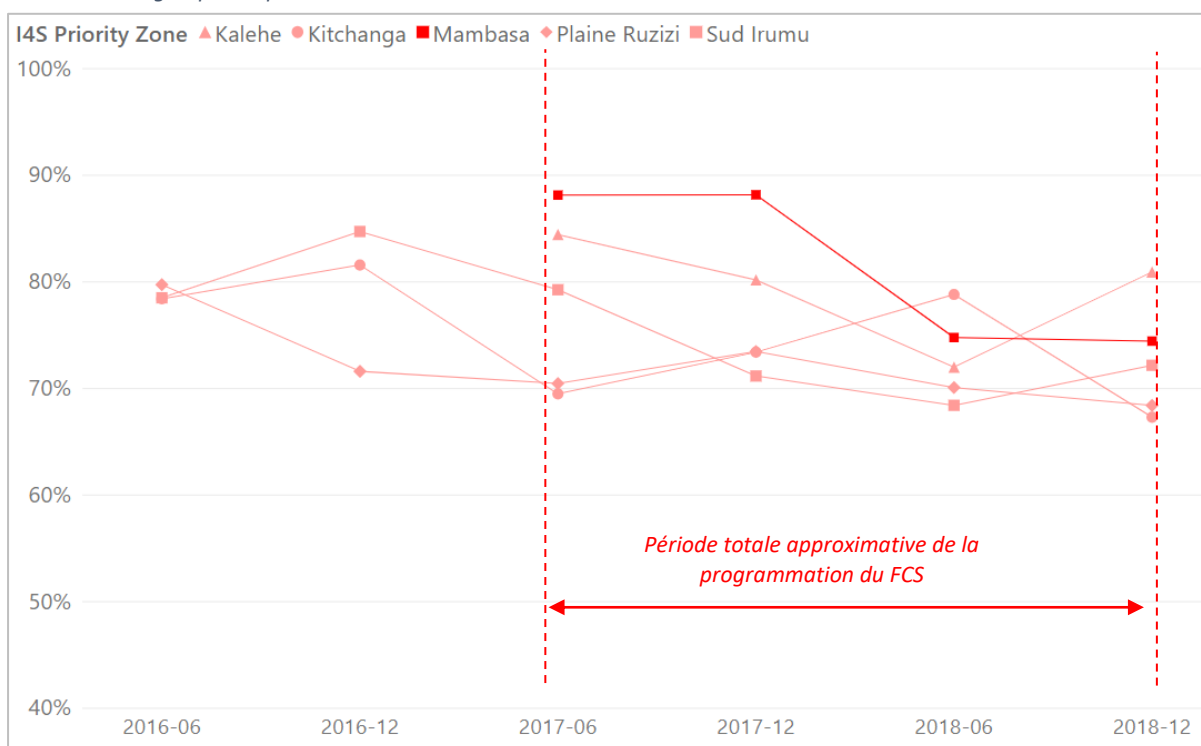
Jaune : pas de corrélation / direction incertaine; rouge: corrélation négative; vert: corrélation positive.

**R4: L'affaiblissement des relations sociales, en particulier entre les membres de différents groupes ethniques, représente un défi possible pour les partenaires de l'ISSSS et du FCS.**

Malgré des améliorations dans des domaines tels que les attitudes vis-à-vis de l'État et l'accès à la terre, les indicateurs de cohésion sociale suggèrent une détérioration de la qualité des relations entre les individus et au sein et entre groupes de population dans la zone prioritaire de l'ISSSS. La cohésion sociale est un aspect qui est particulièrement visé par les interventions alignées sur le pilier 4 de l'ISSSS.

La tendance négative globale a été la plus nette dans la zone prioritaire ISSSS de Mambasa, où la proportion d'adultes qui pensaient avoir de « bonnes » ou de « très bonnes » relations avec leur famille, leurs voisins et les personnes de leur groupe ethnique et d'autres groupes ethniques a chuté de 80% en juin 2017 à 74% à la fin de 2018 (voir Graphique 11). Ce déclin, propre à Mambasa, s'est produit dans les relations entre individus avec l'ensemble des groupes ci-dessus, y compris les relations entre membres de la famille (voir la Graphique 13). On note également pour les autres zones prioritaires des tendances légèrement négatives en matière de cohésion sociale (voir Graphique 11).

Graphique 11 : Pourcentage d'adultes dans les zones prioritaires de l'ISSSS ayant de « bonnes » ou « très bonnes » relations avec les autres groupes de personnes<sup>30</sup>

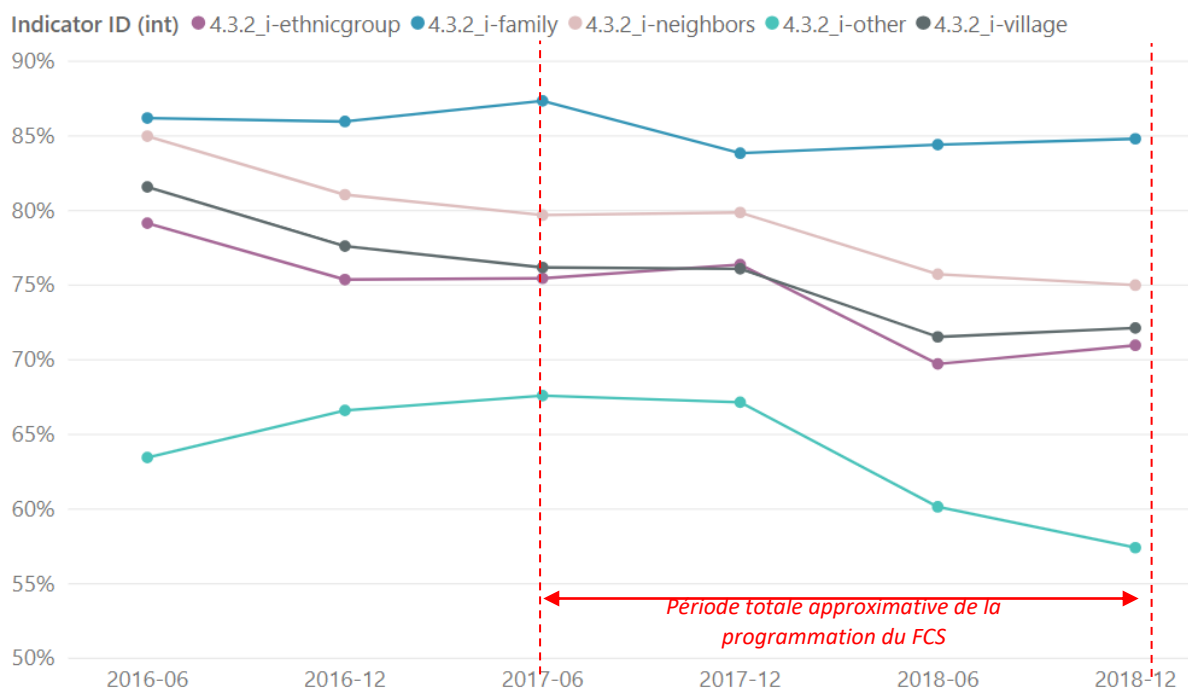


Entre les différents groupes de population, la perte de cohésion sociale a été la plus prononcée pour les relations entre les différents groupes ethniques. Ici, la part de la population de toutes les zones prioritaires de l'ISSSS actives qui estimaient avoir de « bonnes » ou de « très bonnes » relations avec des membres de groupes ethniques autres que le leur est passée de 68% en juin 2017 à 55% à la fin de l'année 2018. Cette baisse de 13 points de pourcentage est la plus importante de tous les sous-

<sup>30</sup> Famille, voisins, autres villageois, personnes des mêmes groupes ethniques, personnes provenant d'autres groupes ethniques

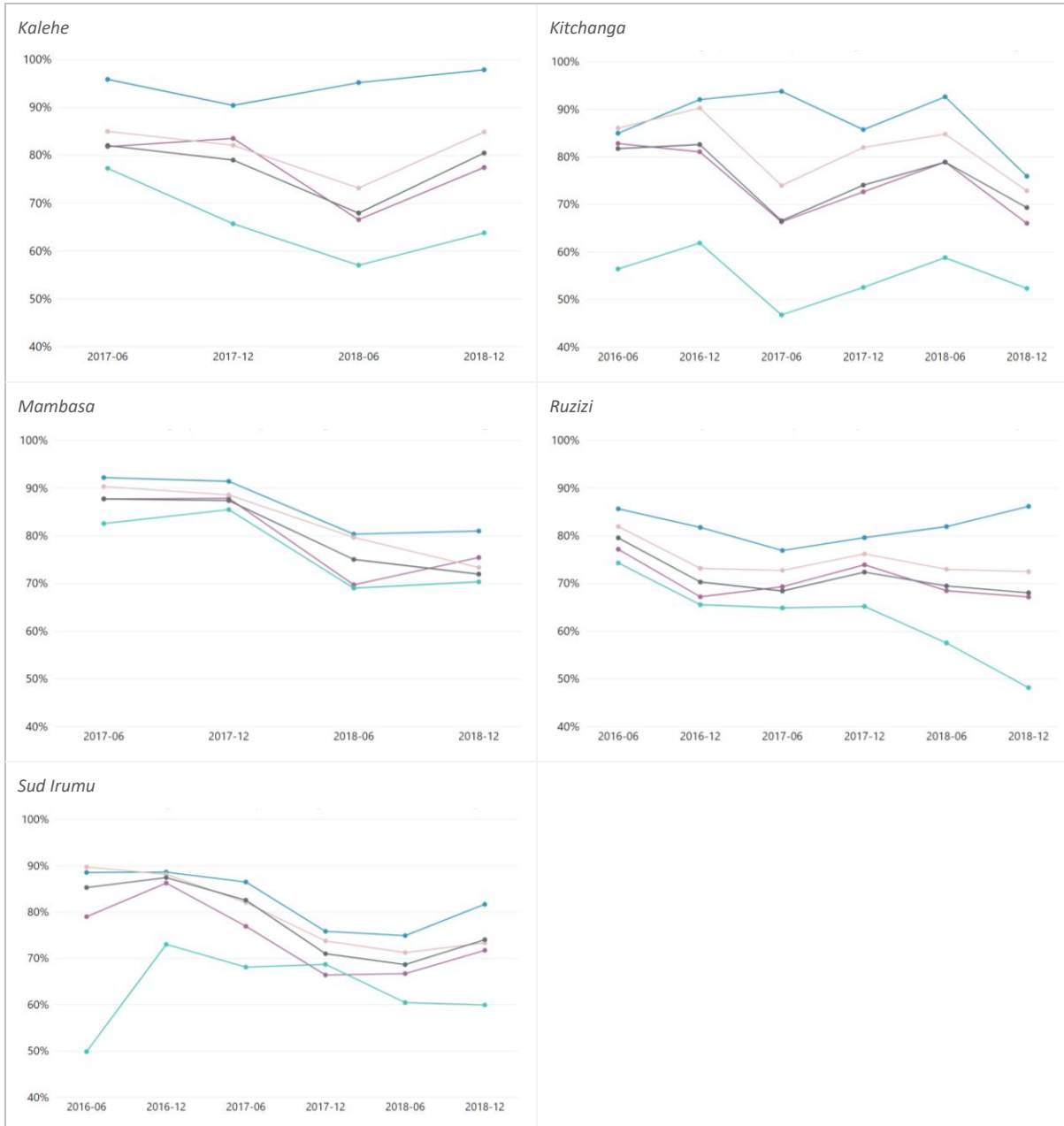
groupes mentionnés dans l'enquête (voir Graphique 12). Cependant, même la proportion de la population ayant de « très bonnes » ou de « bonnes » relations avec leurs voisins, les habitants de leur village ou les membres de leurs propres groupes ethniques a diminué en moyenne de quatre à cinq points de pourcentage dans toutes les zones prioritaires de l'ISSSS dans la région au cours des dix-huit derniers mois, de mi-2017 à décembre 2018. Cette tendance générale est préoccupante pour la cohésion sociale de la population dans les zones ciblées par l'ISSSS.

Graphique 12 : Tendances de la cohésion sociale par groupe social (dans les zones prioritaires de l'ISSSS)



Le déclin de la qualité perçue des relations entre les groupes ethniques a été relativement plus marqué dans la zone prioritaire de Ruzizi. Ici, la proportion d'adultes qui considéraient que leurs relations avec les membres d'autres groupes ethniques étaient au moins « bonnes », voire meilleures, est passée de 65% en juin 2018 à 48% en décembre 2018 (voir Graphique 13).

Graphique 13 : Tendances de la cohésion sociale par groupe social et par zone prioritaire de l'ISSSS



## 6 Recommandations pertinentes en matière de politiques et de programmes

Les observations qui suivent dans le tableau ci-dessous et les points d'action ou recommandations liées à ces observations sont tirés des résultats partagés dans le présent rapport ainsi que les recommandations faites dans les précédents rapports consolidés qui reste valide à ce jour.

Table 1: Points d'action pour répondre aux principaux résultats d'analyse dans le rapport.

Recommandations	Responsable
<p><b>1. Surveiller les compacts et identifier et traiter les blocages politiques par une coordination précoce avec le STAREC.</b></p> <p>Le suivi de la mise en œuvre des COMPACT est effectivement un défi majeur. L'installation des nouvelles autorités provinciales dans le contexte post électoral de 2019 sera un moment d'opportunité pour la relance de ces processus d'engagement des autorités. En janvier 2019, l'UAS a recruté un expert national chargé de l'engagement politique, parmi les objectifs de ses TdR se trouve la mise à jour et le suivi des COMACT.</p>	STP, ST (UAS STAREC)
<p><b>2. Offrir un soutien plus intensif aux PMO pour la programmation spécifique au genre / soutien des femmes pour leur participation aux processus de dialogue démocratique et aux processus de stabilisation.</b></p> <p>La faible participation des femmes et des filles aux tables rondes, à la préparation et à la négociation des plans d'action et de sécurité montre que les organisations de femmes sont trop rarement consultées, invitées aux discussions ou prises en considération. Les PMO fournissent encore trop rarement une analyse de genre ou un budget actualisé sensible au genre. Des activités de formation spécifiques devraient aider les partenaires d'exécution à renforcer leurs capacités à cet égard.</p>	STP, ST (UAS STAREC)
<p><b>3. Encourager alignement des projets de développement pour assurer le résultat des activités RRR et la relance économique effectif a longue terme</b></p>	STP, ST (UAS STAREC avec lead expert RRR)
<p><b>4. Approfondir l'étude des perceptions des participants des programmes de stabilisation afin de mieux comprendre les tendances lies à la cohésion sociale dans le prochain rapport.</b></p>	STP, ST (UAS STAREC avec lead cellule S&E)
<p><b>5. Piloter une identification plus intégrée des interventions des différents piliers dès la phase d'AMI.</b></p> <p>Afin d'éviter ce qui s'est produit avec le processus de Djugu ou les PMO n'ont pas réussi à proposer une extension avec des interventions intégrées. Pour ce faire il est recommandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédiger des AMI qui démontre une intégration étroite entre les différents piliers/composantes.</li> <li>• Continuer d'offrir un appui technique dans le développement/conceptions des interventions intégrées.</li> </ul>	STP, ST (UAS STAREC)

• Sélectionner les consortiums présentant une capacité de lead programmatique réel.	
---	--